

75¢

le travail

ÉTÉ
1975

Le magazine du monde ordinaire publié par la CSN



ON EST PAS TOUT SEULS !

CEQ

G&N

FTQ

US

CSN

LIBÉRONS
NOUS
PAR LA
SOLIDARITÉ

NOUS

NOUS

1er MAI

LE TRAVAIL
C'EST
UN BOULET

LIBÉRONS
NOUS

1er MAI
SÉCURITÉ

je suis à votre entière disposition

“Les chaussures de Paul Cliche, mon prédécesseur à la structure d’information, sont très larges. Presque des bottes de sept-lieues. Ca m’a fait “freaker” au début.

Mais je commence à les remplir. Pourquoi?

Principalement grâce à la collaboration étonnante des responsables à l’information que j’ai rencontrés ou contactés: une bonne piqure d’encouragement.

Dans toutes les régions visitées jusqu’à présent, j’ai constaté que la structure d’information fonctionne bien ou assez bien, en ce sens que l’information se rend vers les membres.

Par contre, l’inverse est loin d’être à point. On éprouve beaucoup de difficultés à recueillir les réactions des membres, le feed-back.

Faudrait qu’ensemble, dans les prochains mois, on invente des moyens pour corriger cette situation. Sinon, on manque notre coup. On passe à côté complètement.

On va y arriver. Je ne suis pas inquiet. J’mesens pas tout seul.”

PIERRE JULIEN



Le nouveau responsable
de la structure d’information de la CSN
a enfin été nommé.

N’hésitez pas à le contacter.
**Pierre Julien, 1001 Saint-Denis,
Montréal. 842-3181.**

VOICI LE NUMÉRO

8

Qui vous souhaite de passer un bel été en dépit de l'inflation, des charognards et du gouvernement libéral.

le travail

VOLUME 50
NUMERO 8

est publié par la CSN à 30,000 exemplaires. Il est distribué dans tous les syndicats de la CSN par une équipe de responsables régionaux et locaux de l'information sous la responsabilité d'un nouveau permanent, **Pierre Julien**. Le Travail est vendu dans les principaux kiosques et dans les librairies à travers tout le Québec.

On peut aussi s'abonner au coût de \$5 pour l'année en s'adressant au secrétariat.

Le Travail est produit par le service d'information de la CSN.

Direction: **Guy Ferland**
Rédaction: **Roméo Bouchard, Jacques Gauthier, Pierre Graveline et Louise Marsolais.**

Photographie: **Jean-Claude Champagne, Michel Giroux, Guy Turcot et des travailleurs d'un peu partout au Québec.**
Conception graphique: **Jean Gladu**

Secrétariat: 1001 St-Denis, Montréal
Tél.: 842-3181 (514), poste 408

Lithographié à
Journal Offset, 254 Benjamin-Hudon
à Ville St-Laurent.

L'impérialisme se manifeste dans tous les pays de la terre et le plus souvent il est américain. Partout où il essaie d'exploiter le monde, il y a des travailleurs qui s'organisent, qui s'opposent et qui luttent. C'est ainsi qu'on peut voir que ...

ON EST PAS TOUT SEULS

(page 12)



Dans ce numéro, nous nous sommes aussi demandé ce qui se passerait ...

SI LA CSN ETAIT UN MOUVEMENT DE FEMMES

(page 32)



Et pour continuer dans cette ligne (c'est l'année de la femme ou ça ne l'est pas), nous avons rencontré Denise Bourassa qui travaille pour les Papiers Perkins et qui est une militante active au sein de la CSN.

LE PORTRAIT D'UN TRAVAILLEUR

(page 26)

Dans **Les p'tites nouvelles**, nous parlons entre autres de quelques tueurs en liberté non-conditionnelle (l'Alcan et Québec Poultry), du front commun du secteur public, de la Chine, de la construction, etc.

Dans **Nous autres c'est ça qu'on fait**, il s'agit cette fois-ci de la région St-Jérôme/Ste-Thérèse et dans la chronique **Québécois Pure Laine**, nous visitons avant que vous ne le fassiez vous-mêmes la basse côte-nord, un coin de pays qui appartient présentement plus à ITT qu'aux Québécois et qui est beau, beau, beau.

Cette fois-ci, on a aussi plusieurs **carcajous** en un seul : les médecins assoiffés d'argent.

LE PERE GEDEON ET LES SPORTS

Le Père Gédéon, alias Doris Lussier, ex-candidat du Parti Québécois et ami de René Lévesque, vient de rejoindre le club des chroniqueurs sportifs. Depuis quelques mois, on peut lire ses commentaires dans le journal indépendantiste "Le Jour". Ceux qui attendaient du Père Gédéon et du Jour autre chose qu'une publicité gratuite envers les entreprises de pénétration économique et culturelle des Américains que constituent aujourd'hui les clubs sportifs des Canadiens et des Expos de Montréal ont été bien déçus.

En effet, tout préoccupé qu'il est à récupérer le monde des sports au profit de son option et de son personnage "québécois", le Père Gédéon a cru avoir résolu le problème en s'identifiant corps et âme à "nos" Canadiens et à "nos" Expos. Que les propriétaires américains de la ligue nationale augmen-

tent sans cesse le nombre d'équipes, au détriment de la qualité du jeu, afin de faire le plus d'argent possible, cela ne le préoccupe pas.

Que les joueurs de hockey reçoivent des salaires ahurissants et qu'ils utilisent leur popularité pour promouvoir la vente de produits bien souvent inutiles alors que la majorité du monde au Québec ont de la misère à joindre les deux bouts, cela semble lui apparaître parfaitement normal. Que chacun de ces joueurs se double d'un homme d'affaires (et ici donnons une bonne main d'applaudissements au trio Cournoyer-Savard-Lapointe qui possède à Drummondville une usine de bâtons de hockey dans une bâtisse infecte, envahie par les rats, où, pour des salaires minables et dans des conditions de travail et de santé écoeurantes, des travailleurs québécois gagnent leur vie.), il n'y trouve rien à redire. Que

les Expos de Montréal soient une équipe entièrement composée de joueurs américains et unilingues anglais et que des dizaines de milliers de Québécois francophones aillent les applaudir et les supporter, non seulement le Père Gédéon ne s'en indignent pas mais il encourage cette abhération.

Le père Gédéon, tout fier d'avoir obtenu une place à la galerie des journalistes au Forum et au Parc Jarry, en a oublié que le Jour où nous serons maîtres chez nous sera peut-être moins éloigné quand il aura la dignité de dénoncer ce monde des sports du hockey et du baseball qui aujourd'hui constitue essentiellement une entreprise de colonisation et d'exploitation des travailleurs québécois. Père Gédéon, peau d'chien, prends ton courage à deux mains pis restes assis quand on joue le "O' Canada" au Forum!



FAITES-VOUS DONC UN JARDIN!

Même si on est déjà bien avancé dans la belle saison, il est encore temps pour ceux qui sont tannés de payer des prix de fous pour les légumes d'entreprendre de les faire pousser soi-même. Imaginez-vous le soir, entre chien et loup, un



chapeau de paille sur la tête, en train d'arroser votre jardin. Un rang de carottes, une rangée de radis, de la salade verte de fraîcheur, du blé d'inde, des p'tits oignons, des belles grosses tomates roses...

Vous n'avez pas de cour en arrière de chez vous ou vous ne connaissez personne à la campagne qui pourrait vous prêter ou vous louer un bout de terre? Et bien, réunissez vos amis ou vos camarades de travail et formez ensemble une coopérative de jardiniers. Il en existe déjà deux dans la région de Montréal, une à Varennes et une autre dans le comté de l'Assomption. Pour une somme d'environ \$60 par année, ces coopératives fournissent à leurs membres des terrains de 25 pieds par 100 pieds, labourés, hersés et fer-

tilisés, semences et plants de 25 légumes différents, aide technique et conseils y compris.

Faites-vous donc un jardin! Vous pourrez vous fournir en légumes pour l'été et l'automne et même, si vous savez y prendre, vous pourrez vous faire des conserves pour l'hiver prochain. M. Pierre Tremblay, 581-2518 à Montréal, peut vous expliquer comment procéder pour former une coopérative de jardiniers et vous donner des informations sur les coopératives qui existent présentement.

Faites-vous donc un jardin, c'est pas sorcier!

L'INTELLIGENCE AU POUVOIR

S'il y a un pays au monde où l'on peut dire que l'intelligence est au pouvoir, c'est bien la Chine. S'il y a une société sur la terre qui a su transformer les rapports entre les hommes et dont il faut suivre attentivement l'évolution, c'est bien la société chinoise. S'il y a un peuple qui a les yeux tournés vers l'avenir et qui gagne à être connu des autres peuples, c'est bien le peuple chinois.

Nous les travailleurs québécois avons la tête remplie de la propagande des grandes agences de presse occidentales, toutes plus ou moins contrôlées par les Américains. L'idée que nous nous faisons des Chinois et de la vie qu'on mène en Chine, s'ils la connaissaient, les feraient probablement mourir de rire. Nous imaginons ce pays comme une sorte d'immense Parc Jarry au centre duquel trônerait Mao entouré de centaines de millions de petits chinois habillés en bleu et tenant à la main le Petit Livre Rouge, en train de crier "Longue Vie à notre président Mao!" Bien que nous ayons l'excuse que nos petits maoïstes québécois font vraiment tout pour nous confirmer dans cette vision, il reste que c'est un peu simpliste comme croyance.

La réalité chinoise est tout autre. C'est une réalité complexe qui ne se décrit pas dans un slo-

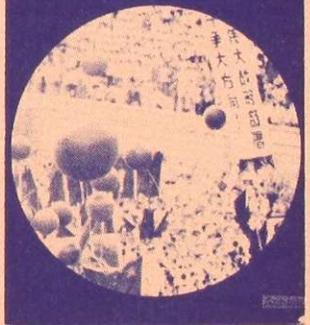
gan. Maria-Antonietta Macciocchi ex-députée du Parti Communiste Italien qui a effectué plusieurs séjours en Chine, a écrit un excellent livre à l'intention des travailleurs occidentaux qui sont intéressés par l'expérience chinoise.

Bien qu'étant par bout un peu ardu à lire, ça en vaut la peine, non pas tellement que le modèle chinois doive devenir une solution pour le Québec (chaque pays doit trouver ses propres solutions à ses problèmes) mais la lecture de ce livre peut nous apporter certains éléments de réflexion sur le Québec d'aujourd'hui et sur le chemin qu'il nous reste à parcourir pour en faire un pays d'égalité et de liberté. Payez-vous ce livre! Ça vous fera rêver.

de la chine
Par Maria-Antonietta
Macciocchi
Aux éditions du SEUIL

Maria-Antonietta Macciocchi

De la Chine



LES ETUDIANTS DU QUEBEC S'ORGANISENT

Les étudiants, dont on n'avait plus entendu parler depuis 1969 alors qu'ils avaient sabordé leurs associations syndicales, ont décidé de reprendre leur place dans la grande assemblée québécoise. En effet, réunis à Québec le 22 mars dernier, des représentants de 51 institutions scolaires (Cegeps, Universités et écoles secondaires) ont officiellement fondé l'Association Nationale des Etudiants du Québec, l'ANEQ. Cette Association, qui a pour but de regrouper tous les étudiants du Québec en vue d'organiser la défense de leurs intérêts communs immédiats et à long terme, représente déjà plus de 100,000 étudiants et l'on prévoit qu'elle ralliera autour de 200,000 d'entre eux dès l'automne prochain.

La naissance de l'ANEQ ne s'est pas faite du jour au lendemain. Après plusieurs années d'inertie et d'inorganisation chez les étudiants, la nécessité de l'ANEQ s'est fait grandement sentir lors des luttes que ceux-ci ont mené l'automne dernier au sujet des prêts-bourses et des tests d'aptitude aux études universitaires. Au cours de ces luttes, les étudiants ont pris conscience de l'impossibilité qu'il y a à vouloir affronter le gouvernement et les directions scolaires quand on ne dispose pas d'une organisation solide. Tournant les yeux vers le passé, ils ont alors reconnu l'erreur que les étudiants de 1969 avaient commis en dé-

truisant leurs syndicats, et ils ont décidé de reconstruire une à une leurs associations de défense dans chacune des institutions scolaires du Québec.

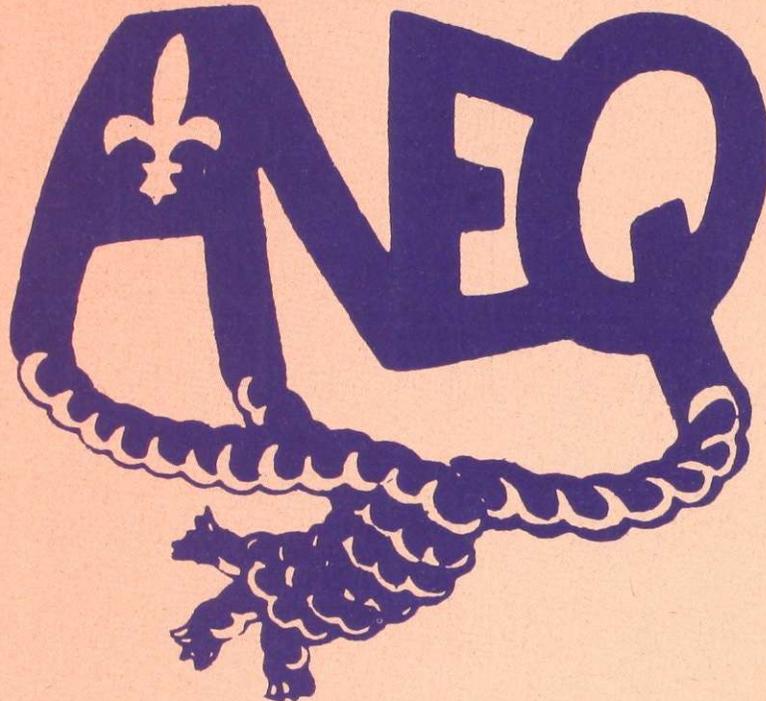
Née dans la lutte, l'ANEQ marque une volonté très prononcée de se construire une force à partir de luttes concrètes et d'une organisation solide plutôt qu'à partir de principes et d'idéaux souvent nuageux qui ont guidé les étudiants dans le passé. Une autre des caractéristiques de l'ANEQ est son désir de voir les étudiants se rapprocher des travailleurs et participer à leurs combats. Déjà, on les a vus manifester aux côtés des grévistes de l'Amiant à Thedford-les Mines. Déjà, dans les Cegeps et les

sur l'influence que l'ANEQ peut avoir dans la société québécoise.

Il va sans dire que le gouvernement et les patrons voient d'un très mauvais oeil ce réveil des étudiants. Lisez attentivement cet extrait d'une déclaration du Conseil du Patronat du Québec. Ca en dit long sur l'influence que l'ANEQ peut avoir dans la société québécoise.

"Finalement, les milieux industriels voient d'un très mauvais oeil les contestations sporadiques qui ont cours dans certains Cegeps et, à tort ou à raison, ils peuvent difficilement éliminer la possibilité qu'une partie des étudiants du profes-

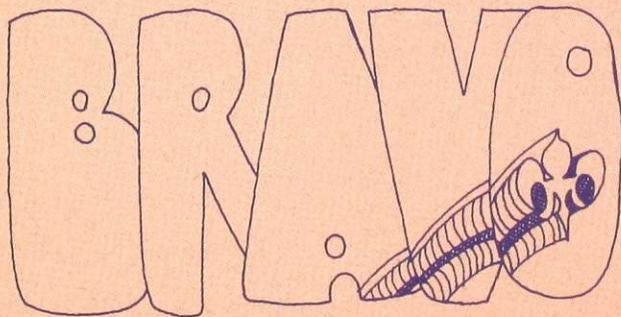
sionnel y participe. Etant donné que ces jeunes doivent déboucher directement sur le marché du travail, il est compréhensible que l'industrie québécoise agisse avec prudence dans le recrutement des techniciens qui pourraient se révéler plus tard des contestataires "professionnels" à l'intérieur de leur propre entreprise." Et oui, le gouvernement et les patrons recommencent à avoir peur des étudiants dont ils croyaient bien s'être débarrassé à tout jamais. La naissance de l'ANEQ nous annonce la venue d'une nouvelle génération de syndicalistes. Les travailleurs du Québec doivent se réjouir de cette naissance et souhaiter longue vie à l'ANEQ.



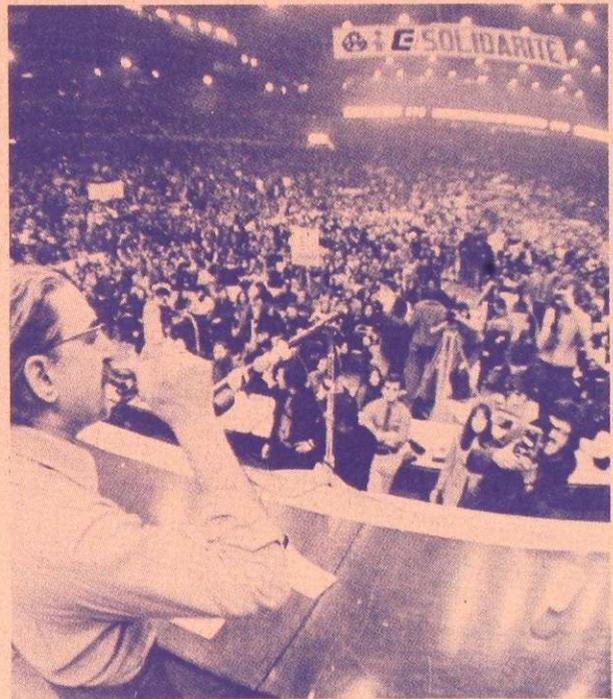
LE MANUEL DU 1er MAI

A l'occasion de la fête internationale des travailleurs, la Centrale des Enseignants Québécois a publié un document intitulé "Pour une journée d'école au service de la classe ouvrière" ou plus simplement "Manuel du 1er Mai". Ce document, qui consiste en un recueil de suggestions de cours et d'activités à réaliser avec des étudiants de tous les niveaux, a soulevé de violentes réactions de la part des notables, ministres et députés libéraux, commissaires et directeurs d'écoles. Ils y sont tous allés de leurs commentaires incendiaires et de leurs cris d'alarme: "C'est un document subversif et immoral" a dit Cloutier, le ministre de l'éducation. "On veut faire du lavage de cerveau aux étudiants de la maternelle" a déclaré Bourassa. Jusqu'à René Lévesque qui, oubliant que le Parti Québécois devrait être au service des travailleurs, y est allé de sa condamnation pontificale. Chose étrange, les travailleurs qui ont eu l'occasion de lire

ce manuel ont tous trouvé qu'il avait une grande valeur et ont félicité la CEQ pour ce travail. Les étudiants eux-mêmes ont donné leur approbation à ce Manuel par la voix de leur nouvelle Association Nationale. En tout cas, ça en dit long sur l'état de l'éducation dans les écoles au Québec. Faut-il que l'école soit rendu loin de la réalité et du monde pour qu'il soit "immoral et subversif" de vouloir parler en classe de l'insécurité d'emploi, du chômage, des maladies industrielles, de la pollution, de l'exploitation des travailleurs par les compagnies, toutes choses que la grande majorité du monde au Québec vivent quotidiennement! Le Manuel du 1er Mai, loin d'être un document qu'il faut interdire, doit au contraire devenir un livre utilisé constamment par les enseignants. Il n'est qu'un premier pas pour redonner aux travailleurs leurs écoles. Alors Bravo pour la CEQ et pour les enseignants qui ont eu le courage d'utiliser ce Manuel.



LE FRONT COMMUN



Les travailleurs du secteur public membres de la CSN sont largement favorables à la mise sur pied d'un Front Commun CSN-FTQ-CEQ et à la formation d'une table centrale de négociation en ce qui a trait à toutes les conditions salariales à la condition toutefois que les structures de décision et d'appui régionales ("Fronts Communs régionaux") soient constituées et deviennent réalité. Telles sont les conclusions majeures des consultations qui se sont déroulées partout au Québec dans le courant du mois d'avril.

Les différents groupes de syndicats du secteur public ont déjà déposés leurs projets de convention collective et les négociations aux tables sec-

torielles sont commentées dans les secteurs suivants: Société des Alcools du Québec, Fédération Nationale des Enseignants du Québec, Soutien Scolaire, Soutien Cegep, Centre de Formation Professionnelle, Société des traversiers Québec-Lévis, Fédération des Affaires Sociales et Fédération des Professionnels Salariés et Cadres du Québec.

Dans chacun des conseils centraux de la CSN, on s'efforce de mettre sur pied les structures d'appui. La bataille du secteur public s'annonce pour être difficile et il est donc très important que la préparation soit bien faite. C'est une priorité pour tous les travailleurs de la CSN.

POUR LES PRISONNIERS : LE TREMPLIN

Les prisonniers, on en parle avant leur emprisonnement, pour étaler leurs délits sous des titres spectaculaires dans le journal de Montréal ou le Photo-Police et pour ces journaux, soi-disant en passant, il est faux de prétendre que le crime ne paie pas.

Les prisonniers, on en parle quelquefois pendant leur incarcération si, poussé par le désespoir, l'un d'entre eux tue un gardien de prison ou se pend dans sa cellule.

Les prisonniers, on en parle aussi après leur libération s'ils récidivent.

De la responsabilité de la société, on ne dit jamais un mot. Comme si c'était le fruit du hasard que la majorité des délits soient commis par des jeunes de 18 à 25 ans issus de la classe la plus pauvre de la société. On ne parle pas non plus des conditions de vie dans les prisons, de l'humiliation et des sévices que doivent subir les prisonniers.

On ne dit pas qu'après avoir été privé pendant 5, 10 ou 20 ans de la faculté de décider même des plus petits détails de sa vie, un prisonnier est remis en liberté plus démuni qu'un enfant de 5 ans. "Tiens, v'là un billet de métro. Trouves-toé un logement pis une job. Arranges-toé pour qu'on te voie plus la face!" Et, pendant toutes ces années d'emprisonnement, on n'a même pas pris la peine de lui montrer un métier qui

pourra lui permettre de s'en sortir. Il sera dorénavant à la merci des employeurs qui, en ces temps de grand chômage, ont beau jeu de faire travailler qui bon leur semble et aux conditions qu'ils veulent bien accorder.

Il existe au Québec, un certain nombre d'organismes qui se sont donnés pour tâche d'aider les ex-détenus à faire le saut de la prison à une vie normale. La plupart d'entre eux se contentent d'être des centres de placement plus ou moins efficaces. Mais depuis décembre

1974, un groupe composé en partie d'ex-détenus a mis sur pied un projet qui va un peu plus loin dans l'aide aux détenus. Il s'agit du TREMPLIN. Subventionné par le ministère fédéral de la main d'oeuvre et de l'immigration, disposant d'un Centre d'hébergement et de recherche d'emplois, le TREMPLIN vient en aide aux ex-détenus d'une manière concrète. Mais le TREMPLIN s'adresse "particulièrement aux détenus et ex-détenus qui sont insatisfaits de la société actuelle et qui sont prêts à travailler collectivement avec des

groupes ou des gens qui aspirent à une transformation de cette société de moins en moins humaine". Par un programme de visites dans les prisons, par la publication d'un journal mensuel, par l'organisation d'événements tels que la Semaine du Prisonnier qui s'est tenu en avril,

le TREMPLIN veut être un instrument d'expression et de prise de conscience pour les prisonniers. C'est un projet qui mérite l'appui de tous les travailleurs. Le TREMPLIN: 5546 St-Denis, Montréal, 277-2171.



LA REVOLTE DES BBQ

Nous savons depuis longtemps que les BBQ aux hormones ne sont pas mangeables. Il paraît même qu'on en mange qui sont congelés depuis 10 ans. Nous connaissons moins bien les conditions de travail des 1200 hommes et femmes qui travaillent dans les usines de Québec Poultry (maintenant à la Coopérative Fédérée) à Québec, Berthier, Ste-Rosalie et St-Jean-Baptiste. Nous connaissons mal aussi la grève de révolte qu'ils font depuis près de deux mois, dans des conditions dignes de l'époque Duplessis.

En mars, l'usine de Québec, contrevenant à l'entente de négocier en front commun, déclare un lock out. Pour compenser, on augmente la production dans les trois autres usines. Les travail-

leurs de ces trois autres usines, déjà révoltés par leurs conditions de travail (bonus, chaîne, hygiène, suspensions, pour avoir été trop longtemps aux toilettes, le bruit, les accidents, 200 griefs en 1 semaine, etc.), doivent augmenter encore leur productivité.

Au début d'avril, par solidarité, toutes les usines sortent en grève "illégal".

S'en suit une série incroyable de répressions qui nous reportent à l'époque de la grève de Louiseville. Congédiements, suspensions, harcèlement et brutalité policière, scabs, injonctions. La police arrête, fouille, interroge, menace n'importe qui sous prétexte de protéger les grévistes.

L'instrument clé de ce conflit est la CSD qui vient de jouer là une de ses parties les plus dégueulasses. Sur l'invitation des patrons, les organisateurs de la CSD se sont installés à St-Jean-Baptiste, la plus grosse unité. Encouragés officiellement par les patrons, ils ont fait signer des cartes et des pétitions sur les lieux de travail, aidé et transporté les scabs, appuyé la police, retardé tout règlement en demandant une accréditation et un vote.

En un mot, ils ont tout fait pour casser la lutte de ces travailleurs.

Le 28 mai, le commissaire enquêteur a confirmé la CSN et reconnu la collusion éhontée de la CSD avec l'em-

ployeur. Il se peut que la CSD tente encore de retarder le règlement en faisant appel, mais tout indique qu'on leur refusera d'aller en appel.

Les travailleurs de Québec Poultry sont révoltés et ils ont droit à l'appui inconditionnel de tous les travailleurs. La Coopérative Fédérée, qui vient d'acheter Québec Poultry, est en fait la plus grosse entreprise capitaliste canadienne-française. La CSN a dénoncé l'exploitation qu'elle fait de ses employés et de l'ensemble des cultivateurs l'été dernier dans une brochure très bien documentée qu'on peut se procurer au service d'information de la CSN, 1001 St-Denis: "La Coopérative Fédérée est capitaliste".

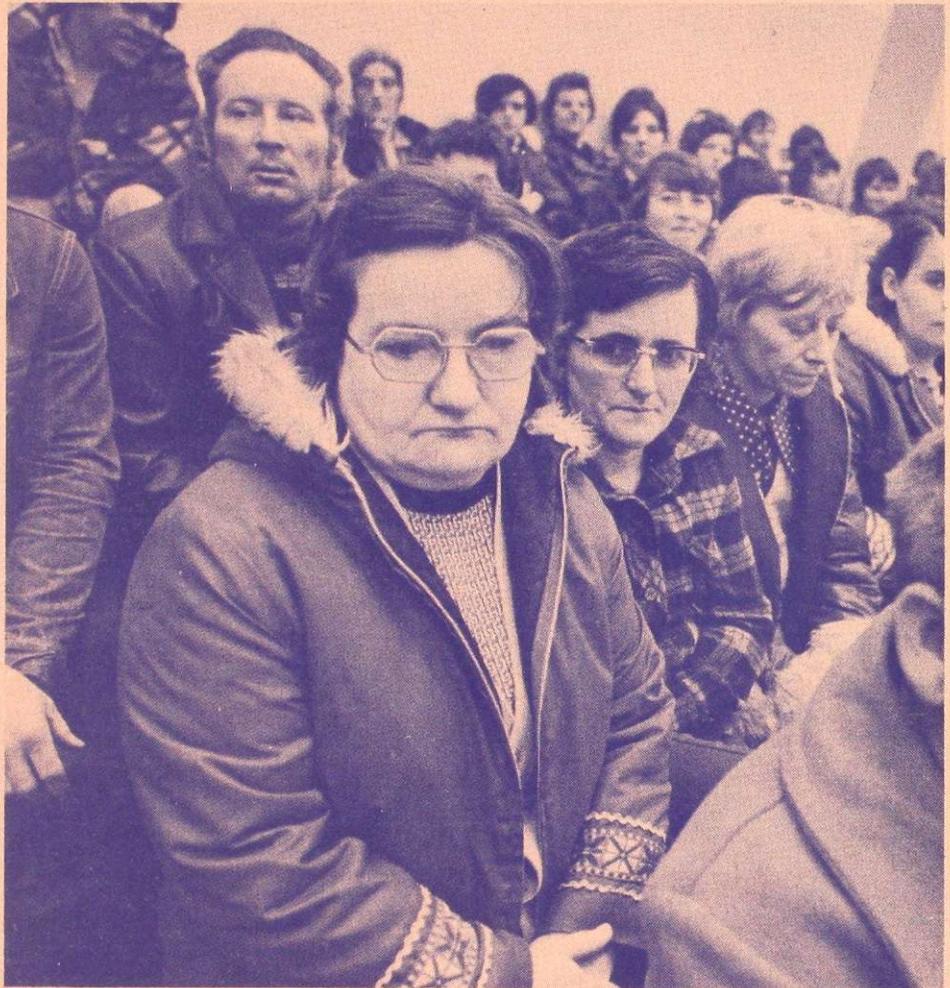


A ST-LAWRENCE DE TERRE-NEUVE: L'ALCAN TUE

Quelque part sur la côte sud de Terre-Neuve, à quelques milles des îles Saint-Pierre et Miquelon, il existe une petite ville qui porte le nom de St-Lawrence. Dans cette ville, il y a une mine de fluorine qui alimente les aciéries et les aluminières de toute l'Amérique du Nord. En opération depuis 1933, cette mine est la propriété de la compagnie multinationale ALCAN.

Il y a quelque chose de particulier dans cette ville qui ne compte que 3,600 habitants et qui dépend presque totalement de la mine de l'ALCAN. C'est que dans chacune des familles, on a un mari, un père, un frère ou un oncle qui est mort d'avoir travaillé dans la mine. Car la mine de l'ALCAN tue. Chaque année, on enterre dix travailleurs qui sont morts du cancer des poumons pour avoir respiré trop longtemps la poussière de fluorine ou pour s'être trop exposés aux radiations d'uranium.

La mine tue et les mineurs le savent. Mais ils n'ont pas le choix. A St-Lawrence, on descend sous terre pour gagner sa vie et pour en mourir ou bien on crève de faim. L'ALCAN sait que l'espérance de vie de ses mineurs est de 42 ans. L'ALCAN sait que le prix de la fluorine est des douleurs et des souffrances sans nombre pour les mineurs et leurs familles. Mais l'ALCAN continue de tuer. Bien sûr, depuis



la commission royale d'enquête en 1960 et depuis que les mineurs se sont organisés en syndicat, l'ALCAN a entrepris un certain nombre d'améliorations. Maintenant ça prend un peu plus de temps pour avoir le cancer mais on en meurt toujours. Et pour pas grand chose. Car l'ALCAN tue pour pas cher.

Les salaires qu'elle paye

ne compensent pas pour tant de morts.

Bien que cédant parfois à la résignation, les mineurs et la population de St-Lawrence ont entrepris depuis déjà longtemps un combat long et difficile pour transformer leurs conditions de vie. En 1963, ils ont formé la "St-Lawrence Worker's Protective Union" et ils se sont af-

filiés à la CSN. En 1971, ils ont courageusement mené une grève de six mois. En 1973, ils ont mené une autre grève.

Aujourd'hui, ils sont encore en grève. Ils veulent obtenir de meilleurs salaires qui leur, permettront de vivre mieux et au besoin de quitter la mine. Ils veulent obtenir un inspecteur, choisi par le syndicat et disposant

velles • les p'tites nouve



de tout l'équipement et de toute l'aide nécessaire pour pouvoir contrôler efficacement les conditions de travail et de santé dans la mine. Leur moyen de pression est simple. Chaque printemps, les bateaux de l'ALCAN commencent à arriver pour charger la fluorine qui a été entreposée pendant tout l'hiver. Et bien, pendant que les mineurs conti-

nent le travail sous terre, leurs femmes et leurs enfants bloquent le port et empêchent les bateaux de charger la fluorine. Les femmes de St-Lawrence n'ont pas peur de l'ALCAN!

Evidemment, fidèle à sa longue tradition d'exploitation, en bonne compagnie multinationale

sans âme dont la seule préoccupation est le profit, l'ALCAN répond aux justes revendications des mineurs par des injonctions et des menaces de fermeture.

Pour les mineurs de St-Lawrence, le combat qu'ils mènent contre l'ALCAN ne fait que commencer. Pendant

longtemps encore, l'ALCAN continuera de les exploiter et de les tuer.

Pour les dirigeants et les actionnaires de l'ALCAN, la mine et les mineurs de St-Lawrence continueront pendant longtemps de n'exister qu'en termes d'argent et de profit. Mais un jour viendra où il leur faudra bien payer pour tant de morts et de souffrances.

LA CSN ET LA CONSTRUCTION

La CSN avait demandé la création de la commission Cliche. Le problème des luttes entre la CSN et la FTQ sur les chantiers de construction semblait impossible à régler par les centrales elles-mêmes: plusieurs tentatives en ce sens avaient échoué en raison du refus de la FTQ-construction de respecter la liberté syndicale dans le placement. On a pensé que par le biais d'une commission qui pourrait constater la gravité des faits par lesquels la FTQ-construction exerce un monopole et une dictature sur les travailleurs, le gouvernement serait forcé de faire observer ses propres lois.

Le Rapport de la Commission est sorti. Le Gouvernement a décidé de se servir de ce qui fait son affaire dedans pour mâter les syndicats: les tutelles, des restrictions à la liberté syndicale, une présomption de culpabilité pour les syndicats en grève illégale, une diminution considérable des pouvoirs du délégué de chantier. Plusieurs de ces restrictions et de ces contrôles appliqués aux syndicats de la construction seront bientôt étendus à l'ensemble des syndicats par les amendements proposés au code du Travail (bill 24). Le gouvernement veut ainsi s'assurer un contrôle sans précédent sur les syndicats et leur action.

La CSN a dès le départ refusé de cautionner cette opération anti-syndi-

cale du gouvernement sous le prétexte de nettoyer la construction. Elle a également refusé de cautionner le Rapport Cliche lui-même qui manifeste "une indulgence scandaleuse pour le gouvernement et les associations patronales" et donne prise à la répression gouvernementale en proposant une série de mesures dont l'ensemble aboutit à un contrôle accru du gouvernement sur les syndicats. La CSN a rappelé dès le départ que le coeur du problème était la liberté syndicale dans le placement, particulièrement dans les métiers mécaniques à Montréal, car c'est là que les caïds de la FTQ-construction imposent leur monopole en pratique, de connivence avec les grandes compagnies de construction qui s'assurent ainsi une paix à bon marché sur leurs chantiers.

Mais la CSN a dû également refuser de cautionner la réponse de la FTQ, qui a fait feu de tout bois pour camoufler son cancer de la construction. Ce fut d'abord l'opposition aux restrictions de la liberté syndicale. Ce fut ensuite la grève générale pour United Aircraft. Mais l'essentiel de leur stratégie apparaît de plus en plus clairement: conserver le monopole du placement à tout prix. Et tout indique que le marché a été conclu avec Bourassa et Drapeau à peu près comme ceci: "Laissez-nous le monopole du placement, et en retour, nous allons vous laissez passer vos lois



de papier sur la tutelle et les restrictions aux libertés syndicales et nous allons vous assurer que les travaux des Jeux Olympiques vont se faire tel que prévu; sinon, nous boycottons ces travaux". De fait, la FTQ ne parle plus des restrictions aux libertés syndicales et les chantiers olympiques ont repris sous la surveillance policière. Et les lois 29 et 30 sont bel et bien votées. Et la division syndicale, à la grande joie du gouvernement, est plus profonde que jamais. La CSN se retrouve une fois de plus seule pour défendre le syndicalisme contre l'Etat, la FTQ et le rapport Cliche dans ce qu'il a de naïf et de facilement utilisable contre le syndicalisme. La CSN vient de réaffirmer que la bataille de la construction réside essentiellement dans la bataille pour un

placement syndical conjoint. Dans l'immédiat, il n'y a guère d'autre position possible. A moyen terme, l'accélération des événements provoqués par le Rapport Cliche met en évidence jusqu'à quel point la division inter-syndicale, alimentée par la construction, place le mouvement syndical à la merci de toute opération de répression gouvernementale et patronale. Elle démontre également que ce n'est pas le gouvernement qui viendra supprimer ces obstacles à l'unité syndicale mais que le cancer de la construction doit être réglé par le mouvement syndical lui-même. Pour la progression vers cette unité, la vérité doit être dite clairement, mais il faudra aussi des gestes concrets. Et peut-être des approches renouvelées de l'ensemble du dossier.

LE TRAVAIL C'EST A NOUS-AUTRES

Pierre Julien, le nouveau coordonnateur de la structure d'information, a ramassé à droite et à gauche un certain nombre de commentaires et de critiques sur le Travail que nous vous transmettons en vrac.

De Beauharnois-Valleyfield

"A lire le Travail, on n'a pas l'impression qu'il s'agit d'une revue publiée par une centrale syndicale. C'est une excellente revue, belle par-dessus le marché, mais n'importe lequel groupement ou association le moins guiré exposerait ce genre de contenu. Au Québec, il y a un vide au niveau des publications, vide que le Travail réussit à combler avantageusement. Mais nous ne sommes pas sûr que ce soit là le rôle de la CSN."

"Il s'agit là d'un luxe que nous ne pourrions nous permettre seulement lorsque nous serons comblés au niveau de l'information plus technique, ce dont nous manquons affreusement. Nous sommes conscients que "Le Travail de tous les jours" est beaucoup trop spécialisé pour accrocher l'ensemble des syndiqués. Aussi verrions-nous une publication qui se situerait à mi-chemin entre ces deux types de revue."

De Joliette

"Les gars disent que les journaux officiels c'est toute d'la marde, c'est toute des menteries. Le Travail y parle à nous-autres. Le Travail c'est nous-autres. "A la prochaine réunion du conseil central, on va proposer un vote de félicitations à ceux qui font le Travail pis on va faire passer le texte de la résolution sur le télex."

Des gars de Pinatel.

De Montréal

"Le Travail est indubitablement une revue bien faite sur le plan technique mais c'est une revue trop prestigieuse pour émaner d'une centrale ouvrière".

"On a tellement d'affaires à lire que le moins

qu'on doive espérer est de retirer quelque chose de nos lectures. Or après avoir lu le Travail, je n'apprend rien. C'est complètement inutile. Pis veux-tu bien me dire qu'est-ce que les inondations de 1957 en Beauce viennent faire dans une revue de travailleurs?"

Des syndiquées de Radio-Québec.

De Québec

"Nous ne sommes pas des liseux. La publication contient trop de textes. Publiez-là plus souvent avec moins de textes."

Un gars de Portneuf Paper.

"Le reportage sur les inondations dans la Beauce nous a vivement intéressées. Ici, à peu près tout le monde connaît quelqu'un qui a été victime de ces inondations."

Une infirmière.

"Depuis que le boss a interdit la distribution du Travail sur les lieux de travail, les filles se l'arrachent. Comme quoi les boss sont pas tous nos ennemis..."

Une buandière.

"Le Travail est la plus belle revue. Au point de vue présentation, elle est encore plus belle que "NOUS". On y trouve beaucoup de trouvailles. Gladu, ce gars-là, c'est un génie."

Un graphiste.



On s'habille de vêtements fabriqués à Formose ou à Hong Kong et on porte des souliers venus d'Espagne ou d'Italie.

On mange du poisson pêché en Norvège, des oranges cueuillies au Maroc et des bananes d'Amérique Centrale.

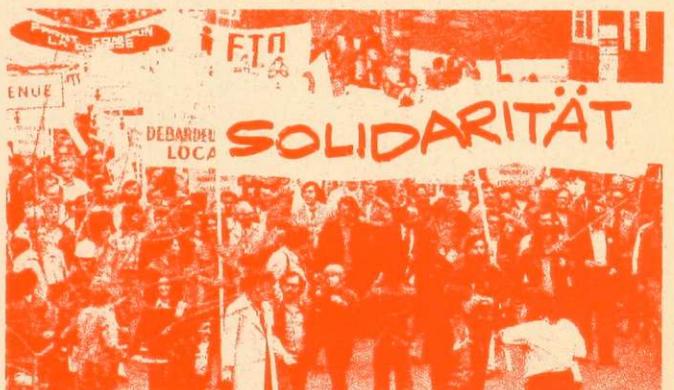
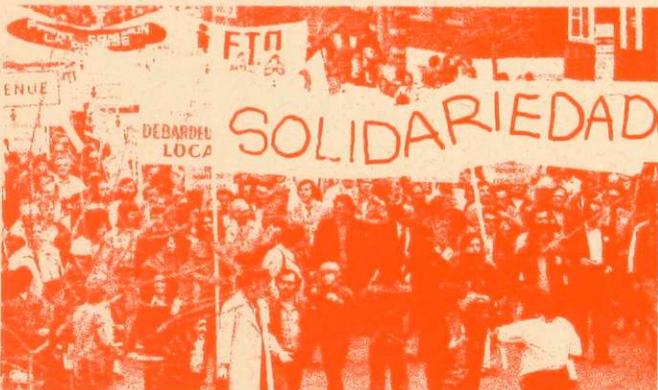
On boit du vin de France et du café d'Angola.

On écoute les nouvelles à la radio ou à la télévision de marques japonaises.

On regarde l'heure sur une montre suisse.

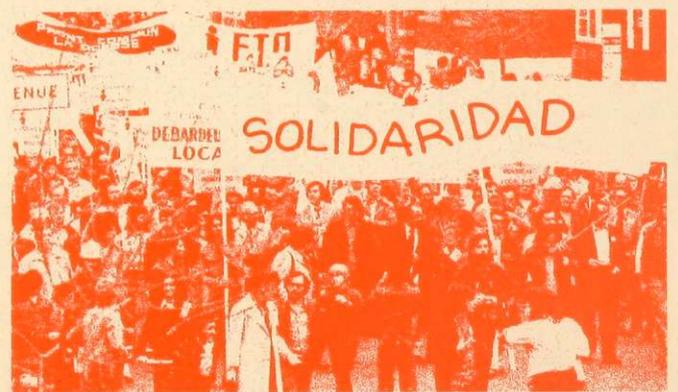
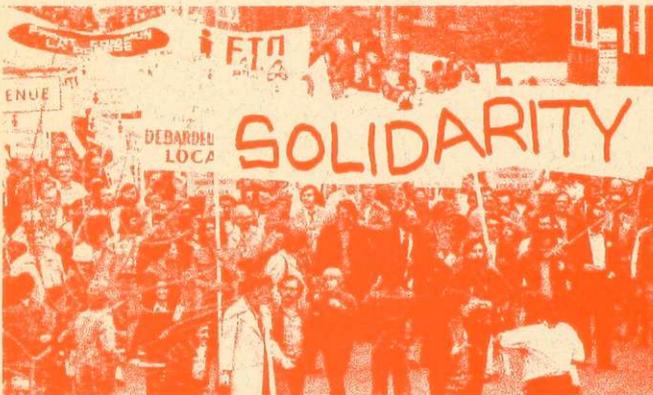
On conduit des autos américaines qui roulent sur des pneus de caoutchouc brésilien grâce au pétrole arabe.

ON EST PAS



On gagne notre vie en travaillant pour les mêmes compagnies qui possèdent les manufactures de vêtements de Formose ou les plantations de bananes d'Amérique Centrale ou les champs de pétrole d'Arabie. Quand on y regarde comme il faut, on s'aperçoit que tout ce qui se passe sur la terre peut être relié d'une manière ou d'une autre. La grève de la United Aircraft, la victoire des Vietnamiens contre les Américains, les lois anti-syndicales du gouvernement libéral, les manifestations du 1er mai au Québec, en France ou au Portugal sont autant de morceaux d'un même casse-tête. Et quand on assemble quelques-uns de ces morceaux, on s'aperçoit qu'on est pas tout seuls!

TOUY SEULS!



**PARTOUT
SUR
LA TERRE**

La vie économique, politique et culturelle des peuples est sous la domination de quelques centaines de compagnies multinationales (pour la plupart américaines) dont la seule préoccupation est de faire le plus d'argent possible.

**AU
QUÉBEC**

Comme ailleurs, ces entreprises capitalistes font leur profit au détriment de la santé et de la vie des travailleurs.

ALCAN AU QUÉBEC

L'ALCAN est une illustration typique d'une compagnie capitaliste multinationale présente à la fois au Québec et dans d'autres pays sur la terre. Au Québec cette compagnie contrôle pratiquement toute la vie économique et politique d'une région entière soit celle du Saguenay, en plus d'avoir des installations à Shawinigan et à Beauharnois. Elle emploie plus de 11,000 travailleurs québécois. Au Saguenay seulement, l'ALCAN possède des usines à Arvida et à Alma, des centrales hydro-électriques, une compagnie de chemins de fer, des installations portuaires à Port-Alfred, un centre de recherche et un centre de marketing.

Propriété pour moitié-moitié de gros actionnaires américains et canadiens, l'ALCAN est une compagnie qui fait d'énormes profits: De 1961 à 1971, \$658 millions. C'est aussi une compagnie qui a le bras long. Au cours des 10 dernières années elle a obtenu des exemptions d'impôt d'environ \$123 millions en plus de recevoir pour la seule année 1970-71 \$23 millions de subventions du gouvernement fédéral. Le beau-pè-

re du premier ministre du Canada, James Sinclair est membre du conseil d'administration de l'ALCAN. Autre exemple de ses bonnes relations avec les gouvernements: l'ALCAN a obtenu de la ville d'Arvida une exemption de taxes de 14 ans. Il faut dire que le maire et les conseillers de la ville d'Arvida sont employés de l'ALCAN.

Ainsi l'ALCAN au Québec n'est pas une oeuvre de bienfaisance. Car, si elle donne du travail à pas mal de monde, elle leur donne aussi des salaires "très" ordinaires, des conditions de travail et de santé qui ruinent leur vie; elle pollue l'environnement. Et surtout, elle profite de son énorme puissance économique et politique pour faire des profits fabuleux sur le dos des travailleurs québécois.

ALCAN SUR LA TERRE

L'ALCAN est présente dans 35 pays différents et elle emploie plus de 62, milles travailleurs à travers le monde. L'ALCAN produit de l'aluminium et des produits finis (tôle, papier, etc...). L'ALCAN produit de l'électricité. L'ALCAN possède des entreprises de transport maritime et ferroviaire au Canada, en Jamaïque, en Irlande, des mines de bauxite et de fluorine un peu partout, des flottes de camions, des services commerciaux, des centres de recherche, des terres immenses en Jamaïque.

Pendant près de 50 ans, l'ALCAN a extrait sa bauxite de Guyanne où elle faisait des profits énormes car, contrôlant le gouvernement, elle payait très peu cher sa matière première. Quand en 1971, la Guyanne nationalisa ses richesses naturelles, l'ALCAN déménagea en Jamaïque. Quand en 1974, la Jamaïque nationalisa les

installations de l'ALCAN, celle-ci déménagea au Brésil où la main-d'oeuvre est la plus mal payée au monde: le revenu moyen est de \$500 par année.

En Afrique du Sud, l'ALCAN profite de la politique d'apartheid: une minorité de blancs prive la majorité noire de tout droit politique, force les travailleurs noirs à vivre dans des baraquas, loin de leur famille (parquée dans des réserves) et à produire beaucoup à des salaires ridicules.

D'un bout à l'autre de la terre, l'ALCAN est organisée en fonction d'un seul et unique objectif: Le profit maximum de ses actionnaires. Pour augmenter ce profit, l'ALCAN est prête à tout.



LES MORTS DE L'AMIANTE

A l'occasion du 1er mai, les mineurs de Thetford Mines ont dévoilé un monument dédié à la mémoire de leurs camarades victimes de l'amiantose. Voici quelques extraits du message qui a été lu ce jour-là.

"A NOS VALEUREUX MINEURS VICTIMES D'UN SYSTEME CAPITALISTE BRUTAL ET SANS AME"

"A côté de ceux qui ont donné leur vie pour défendre nos libertés les plus chères et auxquelles nous avons toujours témoigné une éternelle gratitude, s'ajoute aujourd'hui une longue liste de travailleurs qui eux-aussi, mais dans d'autres circonstances non moins tragiques, ont payé de leur vie afin de créer une société plus humaine.

"Ils ont lutté individuellement et collectivement pour se libérer du joug tyrannique des compagnies multinationales et espérons que ceux qui les suivent dans le douloureux sillage qu'ils ont labouré de leurs bras auront le courage nécessaire pour se libérer définitivement de cette peste blanche qu'est l'amiantose et de

ce démembrement des forces actives qui ne demandent pas plus que vivre une vie normale où l'inquiétude du lendemain donnera place à la joie de vivre une heureuse vieillesse.

"Nos mineurs qui ont succombé à la tâche méritent pleinement un monument autre que d'immenses cratères et des montagnes de rebuts qui ont créé tellement de misères imméritées.

"Cette pierre qui sort du sol thetfordois immortalisera à jamais ces braves travailleurs que le destin a frappé prématurément.

"Fasse la Providence que ce perpétuel drame qui se joue sous nos yeux depuis trop longtemps se termine avec le conflit qui nous affecte tous actuellement".



LE TRAVAIL TUE PARTOUT

Chaque jour sur la terre, des milliers de travailleurs perdent la vie ou ruinent leur santé au travail.

On meurt dans la mine de fluorine de l'Alcan à St-Lawrence de Terre-Neuve.

On meurt dans les mines de cuivre du Chili et du Pérou.

On meurt dans les plantations de café du Brésil ou de l'Angola.

On meurt à cueillir des raisins sous le soleil de la Californie.

On meurt de la pollution des usines au Japon.

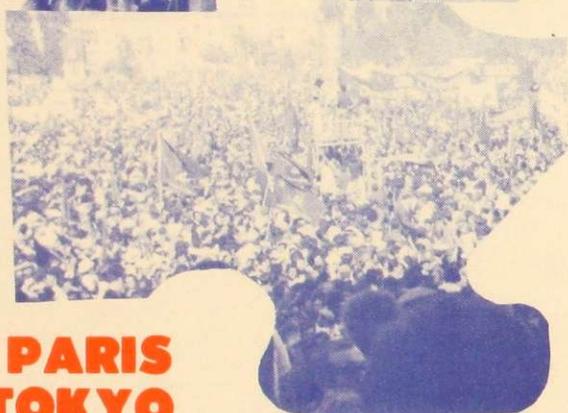
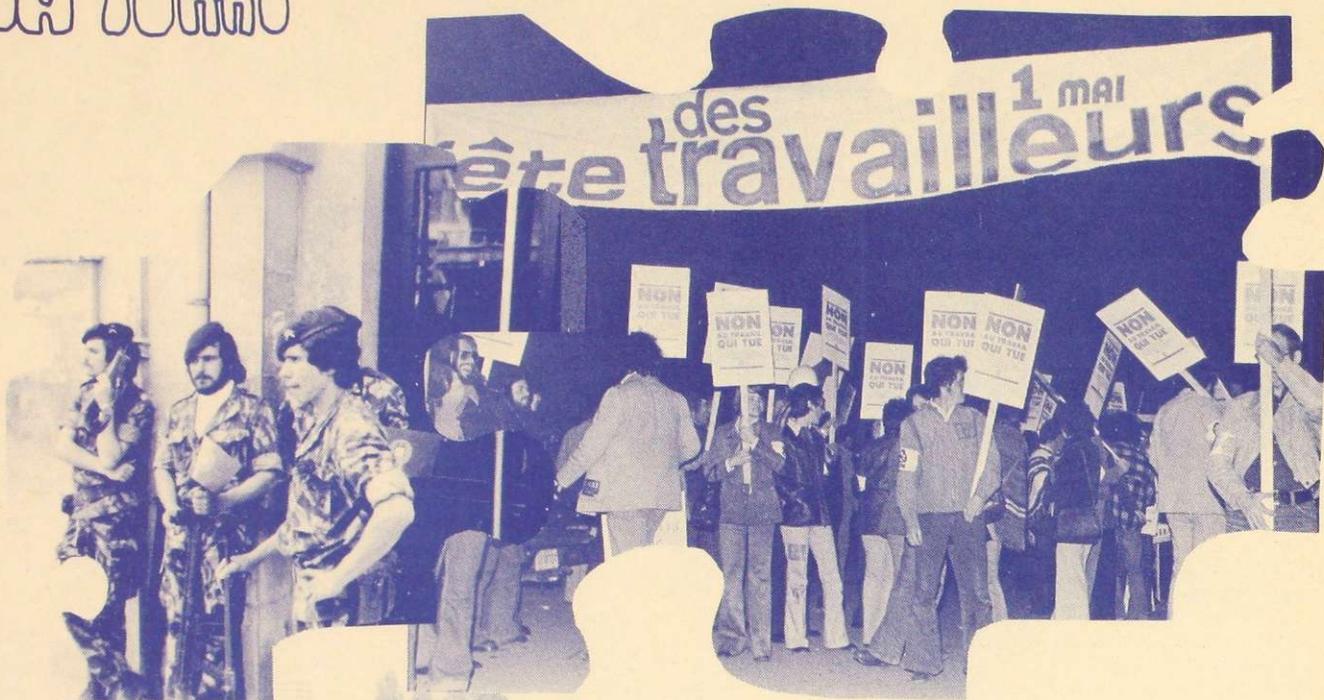
On meurt dans les chantiers de construction de l'Allemagne.

PARTOUT SUR LA TERRE

Les travailleurs se sont donnés des moyens (syndicats, mouvements de libération, etc...) pour faire face à la domination capitaliste.

AU QUÉBEC

Comme ailleurs, le 1er Mai est devenu le symbole de la lutte du monde ordinaire pour se libérer de cette domination et pour créer une société d'égalité et de liberté.



DE PARIS A TOKYO

Dans toutes les régions du monde occidental, dans tous les pays socialistes, dans tous les pays en voie de développement, sous des formes accordées aux conditions et aux traditions nationales, les travailleurs ont fait du 1er Mai une journée de lutte pour leurs revendications, une journée de solidarité internationale, une journée de combat contre le capitalisme et contre l'impérialisme. Sur les 5 continents, des millions de travailleurs ont manifesté.

DE CHICOUTIMI A BAIÉ- COMEAU

Le 1er Mai, dans toutes les régions du Québec, les travailleurs ont manifesté leur solidarité. Par milliers, on a débrayé, on a marché dans les rues, on a participé à des discussions, on a chanté et dansé.

PORTUGAL

(par Jean Laframboise)

Les fêtes du 1er Mai sont organisées par l'INTER-SYNDICAL qui sera peut-être appelé d'ici quelque temps à former la Confédération générale des syndicats portugais.

Il est intéressant de noter que l'INTER-SYNDICAL, avant l'abolition du gouvernement fasciste le 25 avril 1974, était une organisation clandestine qui était formée par des militants syndicaux dans le but de s'unir pour mieux résister aux patrons et à l'état policier. D'ailleurs une partie de ces militants qui se nommaient eux-mêmes "groupes de base" avait des contacts suivis avec la CMT (Confédération Mondiale du Travail). La CMT aidait ces travailleurs portugais de différentes façons, notam-

MANIFESTAÇÃO DO
1º DE MAIO
JORNADA DE LUTA
DOS TRABALHADORES

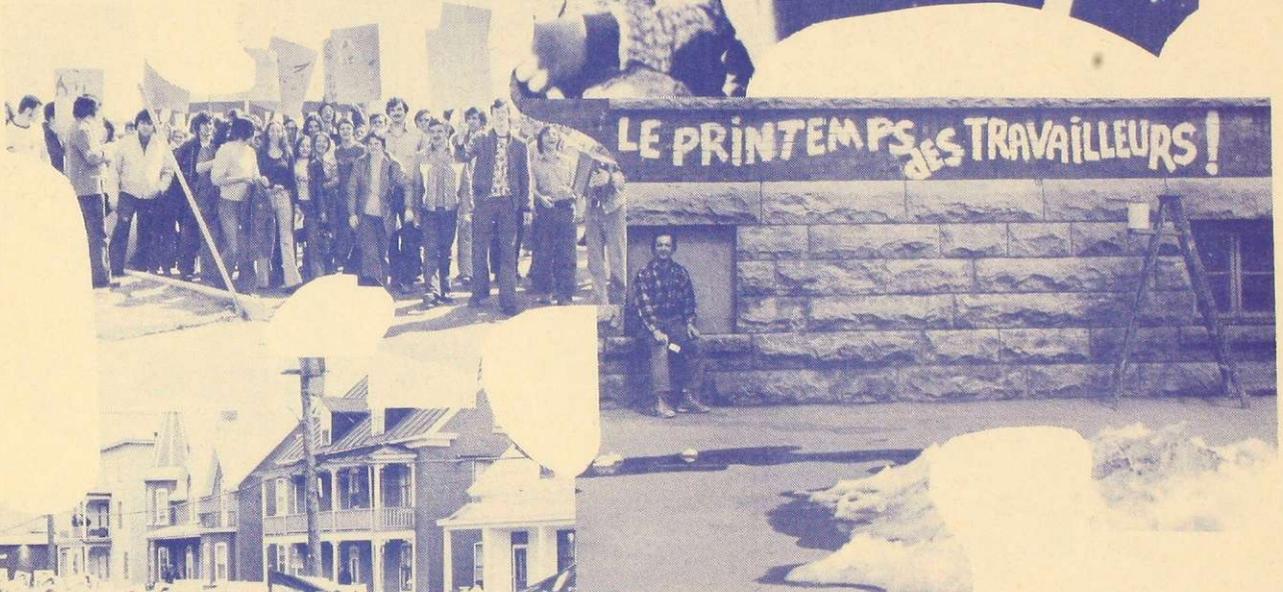


ment en leur fournissant des sommes d'argent pour mieux résister aux fascistes. Rappelons que la CSN est affiliée à la CMT dont Marcel Pepin est le président depuis 1972. Ainsi, d'une façon indirecte, les travailleurs québécois ont contribué à la résistance des travailleurs portugais.

Le 1er Mai au Portugal c'est le "jour" des travailleurs pour la 2ème fois depuis 1926 car, avant le 25 avril 1974, le gou-



TROIS-RIVIERES



vernement fasciste refusait de considérer la fête des travailleurs et réprimait toute manifestation. Cette année, on a organisé dans l'après-midi une grande manifestation qui a regroupé plus de 150,000 travailleurs dans les rues de Lisbonne. D'ailleurs dans toutes les villes du Portugal on a organisé des marches semblables.

ST-HYACINTHE

Pas moins de 300 travailleurs de la région Maskoutaine et de Marieville sont descendus dans la rue pour manifester leur solidarité avec les grévistes de Penman et de Québec Poultry.

LAURENTIDES

La fête internationale des travailleurs dans les Laurentides a été marquée particulièrement par le rassemblement des travailleurs à Sainte-Thérèse autour des grévistes de la compagnie multinationale Sonoco de Terrebonne, là où une centaine de nos camarades sont en grève depuis neuf mois.

Pour l'occasion, un front commun de trois centrales syndicales CSN-FTQ-CEQ s'est formé pour constituer un seul bloc fort et uni. Des représentants d'accidentés de travail, de chômeurs et de d'autres groupes se sont joints aux travailleurs syndiqués.

Une manifestation dans les rues de Sainte-Thérèse a connu un franc succès. Plus de 500 travailleurs y ont participé. Ils sont venus de Saint-Jovite, Huberdeau, Sainte-Agathe, Saint-Jérôme, Terrebonne, Deux-Montagnes, Saint-Eustache, etc...

DRUMMOND VILLE



DANS LES BOIS-FRANCS

(par Alain Laveault)

Nous avons passé un premier mai comme je vous en souhaite un.

Journaux, films et entrevues, conférences données aux étudiants, information donnée de bouche à oreille, prise du poste de radio locale le jour même du 1er mai, tous ces moyens ont été utilisés pour informer la population.

Nous estimons qu'au moins 800 personnes ont participé à la manifestation et que par la suite nous avons pu accueillir au moins 600 personnes à la soirée.

C'était vraiment notre fête. Il n'y a eu aucun discours mais beaucoup de chansons à répandre...

Le premier mai est passé mais quelque chose en reste. Une première étape dans l'unité des travailleurs est effectuée. Il ne nous reste plus qu'à continuer.

HULL

Depuis quelque temps, on assiste dans l'Outaouais, comme dans le reste du Québec d'ailleurs, à un regain de la combativité des travailleurs et des travailleuses.

C'est dans un contexte régional d'un développement de la solidarité des travailleurs en lutte et d'une prise de conscience accrue de la réalité du capitalisme dans la région, qu'un comité a préparé, à l'occasion du 1er Mai, une semaine de solidarité comprenant une manifestation, une fête populaire et différents colloques.

"C'est pas pour vous fâcher
Messieurs les boss
Mais on a décidé
D's'organiser
C'est le temps d'se parler
C'est le 1er Mai
C'est le temps d'se parler
Pour s'organiser
La solidarité est arrivée
Pis on est icitte pour y rester."

- Chanson du 1er Mai de Hull.



TEMISCOUATA

(par Nicole Dubois)

Le 1er Mai est la fête internationale des travailleurs. Cette fête rappelle la grande histoire des travailleurs du monde entier pour construire une société juste. Voilà une vraie raison de fêter et de s'amuser.

C'est ce qu'on a fait à St-Eusèbe le 1er mai. Avec l'entrain de chacun, avec des chants appropriés, avec un chansonnier régional, on voyait revivre notre folklore québécois, notre culture populaire.

Des slogans "Le pillage de nos forêts, ça suffit!"... "l'inflation, c'est assez"... "la pollution, j'ai mon voyage"... "solidarité mes frères"... étaient entrecoupés par "pia picocha"... du "western de chez-nous"...

"Catherine, catherinette" ... "les vaches sont maigres"... "mon linge est usé"... "ça se passera pas toujours comme ça" ... "un beau matin"... La chanson des femmes de bûcherons nous faisait prendre conscience "qui faut s'guetter parce qu'on s'fait fourrer".

Le 1er mai a été une occasion de solidarité et la première pour plusieurs. À travers une ambiance de fête, des grandes vérités se sont dégagées des victoires déjà menées dans la région.

PARIS

(par Michel Rioux)

Durant 3 heures, sur les grands boulevards, le peuple de Paris, semblable à la Seine derrière, a laissé couler son flot ininterrompu de sentiments plus nobles, plus grands dans leur simplicité les uns après les autres.

Combien étaient-ils? Cela a peu d'importance au fond. Les journaux de demain nous le diront. Mais c'était ce qu'on appelle le peuple en marche tantôt cinglant "La Banane, on s'en fout, c'est le régime qui est pourri", tantôt ému quand quelques

milliers de Vietnamiens applaudis par les badaux ont défilé aux chants de "Ho-Ho-Ho-Chi-Minh, le VietNam a gagné".

C'est une des grandeurs de cette journée qui m'a saisi aux tripes: l'importance internationale de la lutte. Grèce, Espagne, Tunisie, Chili, Brésil et autres, les aspirations de tous ces peuples portées par le peuple de Paris, par les travailleurs de Paris.

Beaux, grands, fiers, les hommes et les femmes de Paris l'étaient cet après-midi, près de la Porte St-Martin.

PARTOUT
SUR
LA TERRE

Le rôle principal des gouvernements capitalistes est de préserver les intérêts des grandes entreprises en contrôlant et en réprimant les travailleurs et leurs organisations. Les formes de la répression varient selon les pays et les circonstances.

AU
QUÉBEC

La répression devient chaque jour un peu plus présente et un peu plus brutale.



ORGANISONS
LA RÉSISTANCE

LE GOUVERNEMENT CONTRE LE SYNDICALISME

Il existe déjà un grand nombre de lois qui mettent des entraves à l'action des syndicats et qui gênent la défense des travailleurs face à la puissance démesurée du patronat, du gouvernement et des tribunaux. Sous la couverture de la Commission Cliche, le gouvernement vient de décider de porter un grand coup contre tout le syndicalisme. Par une série d'amendements au Code du Travail, il vise à placer la plus grande partie des activités des syndicats sous le contrôle de l'état.

Ces amendements obligeraient les syndicats, sous peine d'amendes, à fournir de nombreux renseignements qui permettraient au ministre de la justice de constituer des listes de répression. Ils auraient pour effet d'éliminer de toute fonction syndicale des travailleurs qui auraient commis le "crime" de résister à la provocation policière sur une ligne de piquetage, par exemple, ou encore le "crime" de désobéir à une injonction. Ils permettraient à n'importe quel scab ou indicateur de grève illégale

n'importe quand en contestant la façon dont le vote aurait été pris. Ils établiraient une présomption de culpabilité à l'endroit des syndiqués dans les cas de grèves dites "illégalles".

A la demande des grandes compagnies, le gouvernement vient donc de déclarer une guerre à mort au syndicalisme de combat.

"J'espère que ceci sera un exemple pour les jours que nous serons appelés à vivre. Il faut que la loi soit respectée et il faut, à moins qu'on veuille aller vers des solutions graves et peut-être des morts au Québec, que le bon sens revienne sur le Québec."

Déclaration de JEROME CHOQUETTE, ministre de la Justice, après le matraquage des 34 occupants de United Aircraft. Pour ceux qui savent lire entre les lignes, les "jours que nous serons appelés à vivre" signifient les négociations du secteur public.



LA POLICE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Dans la nuit du 12 au 13 mai dernier, des policiers de Longueuil et de l'escouade anti-émeute matraquèrent sauvagement les 34 travailleurs qui occupaient l'usine United Aircraft. Une fois de plus, le gouvernement libéral et sa force policière nous montrait clairement qu'il était au service des grandes compagnies et qu'il n'hésitait pas à utiliser la force brutale pour mettre à la raison les travailleurs. Mais ce n'était pas la première fois.

En 1949, la police de Duplessis était intervenue contre les mineurs d'Asbestos et de Thetford-Mines. En 1952, contre les travailleurs du Textile de Louiseville et contre les travailleurs de Dupuis à Montréal. En 1958, contre les grévistes à Murdochville.

Depuis 1964, la police de Montréal et la police provinciale ont mis sur pied des escouades anti-émeu-

tes qui comprennent environ 400 policiers continuellement entraînés pour se battre. Leur tâche principale est d'intervenir pour briser les lignes de piquetage des grévistes, pour escorter les scabs, pour attaquer et blesser les travailleurs qui manifestent. Il suffit à une compagnie d'en faire la demande et l'escouade "anti-travailleurs" est mise à sa disposition. Au cours des dernières années, ces escouades ont été utilisées contre à peu près tout le monde au Québec. Des travailleurs de Sept-Iles à ceux d'Arvida en passant par les grévistes de Québec Poultry, personne n'est à l'abri de ces fiers-à-bras en uniformes. Il suffit que des hommes ou des femmes osent se lever pour réclamer un peu plus de justice et un peu moins de misère pour que l'escouade "anti-liberté" rapplique au grand galop.

CHILI SEPTEMBRE 1973

A l'instigation de la compagnie multinationale ITT (la même à qui le gouvernement du Québec a donné toute la forêt de la Côte-Nord et une subvention de \$40 millions) et de la CIA, l'armée du Chili déclenche un coup d'état, assassine le président Salvador Allende et renverse le gouvernement socialiste qui avait été légalement élu par le peuple du Chili.

Dans les semaines qui suivront, des dizaines de milliers de syndicalistes, d'étudiants, de membres de comités de citoyens ou de coopératives, de travailleurs militants, seront arrêtés, torturés et fusillés. Jusqu'à aujourd'hui, la répression dure encore.

Le Chili a rejoint le camp des nombreux pays où les prisons sont remplies à craquer d'hommes et de femmes dont le seul crime est de vouloir changer les règles de jeu de la société capitaliste.

**PARTOUT
SUR
LA TERRE**

**Les travailleurs et les
peuples doivent mener
des luttes longues et
difficiles pour réussir à
vaincre l'incroyable
puissance des entreprises
et des états capitalistes.**

**AU
QUÉBEC**

**Comme ailleurs, on se
rend compte que la
solidarité est l'arme la
plus efficace.**



VICTOIRE AU VIETNAM

La guerre du Vietnam est enfin terminée. Après plus de 30 ans de combats contre les Japonais puis les Français d'abord et par la suite contre les Américains et leurs mercenaires du Sud-Vietnam, le peuple vietnamien a remporté une victoire décisive au mois d'avril dernier.

Au cours des 15 dernières années de cette guerre, les Vietnamiens ont eu à lutter contre le plus puissant des impérialismes,

celui des Etats-Unis. De 1960 à 1973, les Etats-Unis ont dépensé \$140 milliards pour essayer de soumettre le Vietnam à leur empire. Ils ont eu jusqu'à 550,000 soldats, des milliers de chars d'assaut, des milliers d'avions et d'hélicoptères qui étaient engagés en même temps dans la bataille. C'est vous dire l'énorme courage et la détermination qu'ont eu les Vietnamiens pour oser affronter

et vaincre une telle puissance. La quantité de bombes que les avions américains ont lancé sur le Vietnam équivaut à 250 tonnes par habitant! Les bombardements au napalm, les déplacements de village, les massacres et les destructions ne se comptent plus. Et malgré tout cela, les Vietnamiens sont quand même parvenus à remporter la victoire, à réunifier leur pays qu'on avait coupé en deux contre la volonté de ses habitants.

La victoire des Vietnamiens (puis celle des Cambodgiens et des Laotiens) est un exemple pour tous les peuples de la terre puisqu'elle est la preuve qu'un petit peuple décidé et uni est plus fort qu'une grande puissance dont la seule valeur est l'argent.



MONTREAL

MEME ENNEMI, MEME COMBAT

Les 12, 13, 14 et 15 juin s'est tenu à Montréal la Conférence Internationale de Solidarité Ouvrière au cours de laquelle environ 700 travailleurs venus de différents pays du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique Latine ainsi que de toutes les régions du Québec ont enfin eu l'occasion de se rencontrer pour parler de leur exploitation de leurs luttes et de la solidarité.

Pourquoi a-t-on organisé une telle conférence de solidarité au Québec? Norbert Rodrigue, vice-président de la CSN nous donne la réponse: "La CISO était mûre parce qu'au Québec, les travailleurs ont vécu des expériences de solidarité qui ont servi leurs luttes: Firestone, Gypsum, United Aircraft, la CTCUM, Québec Téléphone, Cabano, Manseau, St-Jérôme et tant d'autres.

La CISO était mûre parce que les Québécois sont de plus en plus conscients de l'importance des luttes qui se mènent ailleurs et qu'ils les ont comprises et appuyées: le rôle des adhérents à la CISO dans la sensibilisation des Québécois à la cause du Chili a été plus que déterminant. La solidarité manifestée aux Haïtiens menacés de déportation, aux Colombiens de Louiseville, aux travailleurs agricoles de la Californie sont autant de témoignages de cette sensibilisation des travailleurs. Par ailleurs, il apparaît clairement que la crise économique actuelle du monde capitaliste est pratiquement incompréhensible si on ne saisit pas la dimension internationale. L'inflation, l'alimentation, les richesses naturelles, partout l'ombre des multinationales se profile de plus en plus.



Parallèlement, à cause de cet intérêt croissant des Québécois pour les questions internationales, le Québec multiplie ses liens avec les autres pays. Rappelons les visites de César Chavez, de Madame Allende, d'Augustino Neto... Signalons également les multiples voyages de militants québécois en Amérique du Sud, en Afrique et au Moyen-Orient.

De tous ces échanges, il y a des liens qui se créent, des questions que l'on se pose et des besoins que l'on ressent.

Les liens que nous voulons consolider avec les travailleurs en lutte dans les autres pays contre notre ennemi commun et qui nous permettront de nous renseigner mutuellement sur nos victoires, nos échecs et les leçons que nous en tirons.

Les questions que nous nous posons sur le caractère de la crise économique actuelle, sur les multinationales, leur rôle, leurs méthodes. Enfin, les besoins que nous avons de nous renseigner davantage sur ce que font les autres et surtout d'informer les autres pays sur les luttes que mènent les travailleurs québécois, sur la conjoncture québécoise et sur les aspirations du peuple québécois.

La conférence était donc un échange entre des travailleurs et des militants qui veulent consolider leurs solidarités internationales, soutenir leurs luttes communes et sceller l'unité de tous les travailleurs."

La médecine qu'on disait jadis être une vocation est devenu de nos jours un commerce. On ne devient plus médecin par amour de l'humanité mais plutôt par amour de l'argent.

Il y a au Québec 13,509 médecins de tout genre. De ce nombre 3,700 sont des omnipraticiens, c'est-à-dire qu'ils pratiquent ce qu'on appelle la médecine générale. Ils sont les moins payés parmi les médecins. Ils gagnent entre \$45,000 et \$50,000 par année sans compter les nombreux \$5 ou \$10 qu'ils reçoivent des "clients" qui veulent s'assurer un meilleur service et sans compter les cadeaux de Noël du représentant de la compagnie pharmaceutique dont ils favorisent les produits...

Les omnipraticiens ne sont pas contents. Ils sont présentement en conflit avec le gouvernement qui exige que dorénavant un examen ordinaire dure un minimum de 10 minutes et un examen complet au moins 30 minutes. Les omnipraticiens semblent trouver cela beaucoup trop long et ils se sont déclarés prêts à faire une grève pour empêcher ces mesures d'être appliquées. Déjà les omnipraticiens des régions de Yamaska et du Saguenay se sont désaffiliés pour un certain temps de la Régie d'Assurance-Maladie, obligeant ainsi leurs patients à leur payer directement leurs services. Imaginez-vous donc! L'année dernière, il y a des médecins qui ont trouvé moyen de déclarer jusqu'à 25,000 examens...

Le coût annuel total de la médecine au Québec est d'environ un milliard et demi de dollars. Cela comprend les soins, l'hospitalisation, la recherche, les études, les médicaments, etc... Malgré cette somme énorme, ce n'est pas un secret pour personne que l'état de santé des Québécois est très mauvais, du moins en ce qui concerne les classes la borieuses de la population. Les statistiques de la ville de Montréal nous indiquent qu'il y a 50 fois plus de coqueluches, 3 fois plus de pneumonies et d'amygdalites, 7 fois plus d'infections d'oreilles dans les écoles du quartier La-fontaine que dans celles de Westmount. Il a trois fois plus de mortalité infantile dans l'est de Montréal que dans l'ouest. L'espérance de vie d'un manoeuvre de la construction est de 60 ans. L'espérance de vie d'un professionnel est de 74 ans. Notre système économique consacre des injustices sociales et des conditions de vie qui rendent les gens malades. Les médecins, loin de dénoncer cet état, l'entretiennent et en profitent. En 1975, au Québec, les médecins sont, à quelques exceptions près, des rapaces qui exploitent systématiquement la maladie, l'angoisse et la peur pour se remplir les poches avec l'argent des travailleurs. Jamais les médecins n'expliquent à leurs patients les véritables causes ou les véritables solutions à leurs maladies. Au contraire, ils ne dispensent leurs connaissances qu'à petites doses pour être bien certains que les "clients" reviendront. Il leur suffira d'ailleurs d'écrire "non-renouvelable" sur les ordonnances et le tour sera joué. Jamais les médecins n'admettent leur ignorance ou leurs erreurs devant un patient. On leur apprend à l'université à donner d'eux-mêmes une image de sorcier infallible et miraculeux. Jamais les médecins ne réclament un véritable programme de prévention de la maladie ou de diffusion des connaissances médicales. Ça pourrait faire baisser les affaires. Jamais les médecins ne dé-

noncent les mauvaises conditions de santé dans les lieux de travail. Au contraire, ils n'hésitent pas, moyennant quelques dollars de plus, à falsifier les résultats des enquêtes qu'ils mènent à la demande des compagnies comme ces médecins de la Clinique de L'Amiante à Thetford-les-Mines qui déclaraient aptes au travail des hommes qui mourraient d'amiantose quelques mois plus tard. En 1975, au Québec, les médecins ne sont, pour la plupart, que d'ignobles carcajous.

docteur

JOS CONNAISSANT

le carcajou du mois





portrait d'un travailleur

DENISE BOURASSA

Salut le monde, ça fait déjà 8 ans que je travaille à la Perkins de ville de Laval. J'ai commencé le 13 mars 1967.

Voici en gros ce qu'on fabrique à cette usine: il y a des napkins, des nappes, des assiettes de carton et du papier d'emballage. Perkins est maintenant une filiale de Bowater, une compagnie anglaise.

Je suis rentrée à cette usine parce que j'étais obligée de travailler. Mon père a toujours sué très fort pour faire vivre sa famille de 3 enfants. Surtout que ma mère a toujours été très malade de diabète, maladie qui nous l'a enlevée à l'âge de 45 ans. Lorsqu'elle vivait, elle passait à peu près de 3 à 4 mois par année à l'hôpital, subissant opération par-dessus opération. Vous savez comme moi qu'il en coûtait très cher d'être malade en ce temps-là puisqu'il n'y avait pas d'assurance - maladie. Alors mon père travaillait toujours. Quelques fois on le voyait le dimanche mais les comptes s'empilaient toujours et un par un on s'est ramassé sur le marché du travail à des salaires minables. Mais on se disait que c'était mieux que rien si l'on voulait continuer à exister et surtout pour que notre mère puisse continuer à être soignée.

Dieu sait que nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Alors je disais donc que la solution c'était que mes 2 frères et moi-même laissions les études pour aller travailler. La Perkins fut donc mon premier vrai travail même si j'avais un peu travaillé avant dans un snack bar puis dans une buanderie.

Pendant 5 ans à l'usine, j'étais endormie complètement, ne pensant qu'à recevoir ma paie le jeudi, ne m'occupant de rien. Un jour je me suis révoltée de travailler avec de telles conditions et à des salaires aussi minables. Mais je ne faisais toujours rien pour améliorer mon sort. Ah oui, bien sûr, j'étais agressive avec mes patrons, même avec mes compagnes et mes compagnons de travail. Mes patrons, je les détestais mais j'avais bien trop peur de perdre ma job pour me mêler de quoi que ce soit. Mais plus les années passaient, plus j'étais tannée de travailler dans ces conditions-là et plus je réalisais que si je voulais avoir mieux il fallait que je me batte contre ce mur que l'on appelle boss, qu'on se batte tous ensemble dans l'usine.

Puis tout d'un coup un groupe de travailleurs s'est mis à parler d'un syndicat. On faisait bien déjà parti d'une union internationale mais c'était le genre de syndicat qui ne parlait qu'aux boss, jamais aux travailleurs. C'est alors qu'on a bâti notre syndicat CSN. C'est de lui que j'ai appris tout ce qu'il faut savoir pour se défendre et c'est depuis ce temps-là que je suis militante dans le syndicat. Je me suis aussi aperçue que plus on s'embarquait plus on apprenait nos droits de travailleurs. Je ne sais pas comment c'est dans les autres usines, mais chez-nous on se défend.

Au début de notre entrée à la CSN, je ne connaissais rien de ce que c'était un syndicat, une convention, des griefs et un exécutif. J'étais très naïve, je ne vous le cache pas. Mon idée de la



***“... des bons gars corrects
qui défendent sans cesse
les travailleurs.”***

CSN, c'était qu'ils étaient tous des bons gars corrects qui défendaient sans cesse les travailleurs. Je suis souvent allé dans cette grosse bâtisse afin de suivre des cours ou de travailler et je me suis vite rendu compte que comme partout ailleurs il y régnait de l'incompréhension, de la jalousie et que certaines personnes étaient là comme des meubles alors que d'autres faisaient des

18-20 heures pour donner un bon rendement. En tout cas, je peux dire que les gars qui nous ont formés, défendus et aidés ont été parfaits. Je leur tire mon chapeau. Ils ont été d'un rendement et d'une compétence exemplaires. Je crois que si tout le monde se donnait comme eux ça irait beaucoup mieux partout.

Depuis que je suis militante, j'ai réalisé que

j'étais plus utile dans mon usine. Je crois qu'on doit prendre tous les bons outils qu'il y a dans la centrale et essayer de changer ce qui ne va pas. Ici je ne juge personne, je dis seulement ce que j'ai ressenti. Parce que partout dans cette société où l'on vit il y a discrimination, envie, incompetence et jalousie, il faut trouver le monde correct parmi tout cela. Ce qui ne m'empêche pas d'être CSN au bout'.

Ce qui m'a le plus ouvert les yeux, c'est la grève qu'on a traversée. C'est là qu'on est venu à bout de se parler de la shop. Auparavant, on était divisés: le bonus pour les opérateurs, le stress, la tension et la peur des boss. Lors de la grève nous nous sommes rendus compte qu'en dialoguant entre nous on finissait par trouver les explications. C'est alors que les femmes ont commencé à jaser avec les gars sur les lignes de piquetage, à leur dire qu'ils étaient

bien trop durs avec elles, leur expliquant que les boss étaient bien fiers de voir la mésentente entre gars et filles et que cela diminuait notre rapport de force.

Je me suis fait beaucoup d'amis durant la grève (dire qu'avant je ne les connaissais même pas et qu'ils travaillaient à côté de moi dans la même usine) et plus ça allait plus on devenait forts. Plusieurs gars ont réalisé qu'il y avait de l'abus face aux femmes même que des gars ont

avoué que les filles travaillaient plus fort qu'eux. Une fois que les gars ont compris que nous vivions les mêmes problèmes, le même stress, la même fatigue qu'eux, que nous étions pareils au niveau du travail, notre rapport de force est devenu très dur à démolir. Même que les filles voyant leurs demandes salariales satisfaites sont quand même restées en grève pour appuyer les gars qui refusaient de faire de la rotation.

Tout ce qui nous man-

quait c'était de l'information et on l'a eue de la CSN.

Le dialogue, on l'a eu entre nous et maintenant nous formons une équipe. Pour la grande majorité il n'est plus question de filles ou de gars, nous sommes des travailleurs et nous nous battons ensemble.

Je suis convaincue d'une chose, c'est que notre grève fut gagnée grâce à la force et à la combativité des femmes qui furent d'un militantisme époustouflant. "BRAVO".

"Il n'est plus question de filles ou de gars."

Ouvriers en lutte!

Perkins Papers en grève

Les 125 employés de Perkins Papers à Chomedey sont en grève depuis le 17 février.

Cette petite usine moderne qui fabrique des "napkins" et du papier d'emballage est passée récemment sous le contrôle de la société multinationale Bow Water (capitales britanniques, chiffre d'affaires annuel dépassant 300 millions) qui possède six autres usines au Canada. Les ouvriers, eux, sont passés de l'Union internationale des Arts graphiques à la Fédération des pâtes et papiers de la CSN.

Des le début de février, les employés ont pratiqué le ralentissement de travail pour bien montrer au boss qu'ils ne se laisseraient pas imposer ses volontés, en particulier la rotation qui était devenue obligatoire un an.

Les grévistes demandent une augmentation de \$0.85 de l'heure sur leur rapport au \$0.70 offert par la compagnie, 30 minutes pour diner, par rapport aux minutes actuelles; et l'abolition de l'obligation à la rotation.



Une grève, à la PERKINS PAPER touche quelque 125 employés

(A.C.) — Même si elle ne fait pas autant de bruit que celle de la Commission de transport de l'aval, une autre grève a été déclenchée, deux jours après le début de celle-ci, qui touche les quelque 125 employés syndiqués de la compagnie Perkins Paper, spécialisée dans la fabrication des serviettes de table, des papiers d'emballage, etc.

L'arrêt de travail n'a jusqu'à maintenant mené à aucun affrontement entre les grévistes et les cadres, qui se rendent à leur usine chaque jour, sur la montagne Saint-Aubin. Mais la production, de toute façon, n'a pas repris.

La première rencontre entre les deux parties a eu

lieu vendredi dernier, mais cela n'a rien donné qui vaille.

Les grévistes ayant systématiquement relayé la direction proposition de la compagnie, de remettre à septembre le point de départ de la nouvelle entente collective, alors que celle qui

est échue est expirée depuis juin l'an dernier.

Ce qui, il va sans dire, influencerait grandement la rétroactivité des augmentations que l'on pourra obtenir. Présentement, les employés réclament une augmentation de 85 cents l'heure répartie sur deux ans.

alors que la compagnie offre 70 cents.

La question de rétroactivité est d'autant plus importante qu'en période estivale, traditionnellement, les travailleurs ont été appelés à travailler régulièrement des heures supplémentaires, comme à chaque année.

D'un autre côté, la compagnie veut établir une rotation dans les heures de travail, ce que le syndicat conteste évidemment, au nom des employés qui ont le plus d'ancienneté.

Présentement, par ailleurs, les employés n'ont que vingt minutes pour prendre leur repas du diner, et ils récla-



A tour de rôle, des grévistes marchent devant les locaux de la compagnie.

C'est la première grève à la Perkins depuis 24 ans. A voir la combativité des ouvriers, dont 60% sont des femmes, on a pourtant l'impression qu'ils ont une longue expérience de lutte. Et ce ne sont pas

S'il est déjà acquis que le patron abandonne désormais le système des catégories de salaire chez les femmes — certaines touchaient encore le salaire minimum au moment de la grève — il demeure que, même

Ca ne veut pas dire que tout le monde file un bonheur parfait. Il y a encore des femmes qui ne comprennent pas toujours. J'ai même entendu des filles dire que si on a l'augmentation qu'on demande on va gagner bien trop cher. Ou bien des gars qui disent qu'ils sont pour la libération de la femme exception faite de la leur. Pour les autres, ça ne les dérange pas, mais la leur il faut qu'elle continue à préparer le souper, à tenir la petite maison propre, à ne pas sortir sans lui, à prendre soin des enfants.

Pour vous dire que je ne changerai pas le monde aujourd'hui. Pour moi, je dis qu'on a besoin autant des gars que des filles pour notre libération.

Pour moi être libre c'est que si une fille a le goût de chauffer un lift truck dans une usine, pourquoi les gens ne la laisseraient pas faire? Et si un gars a le goût d'être couturier, pourquoi ne pas le laisser faire aussi?

Si la femme veut être ménagère, c'est son droit; si elle veut être ingénieur, c'est son droit ça aussi. Si un gars veut être gardien d'enfant, c'est son droit: c'est ça pour moi la liberté. La libération, c'est que l'on fasse ce que l'on veut sans qu'il y ait de discrimination.

Vous savez, je ne connais pas une fille qui travaille dans une usine et qui aie de gros diplômes mais ça ne les empêche pas d'être très intelligentes et de savoir vivre.



***“La libération
c'est qu'on fasse ce que l'on veut.”***



“Les filles ne travaillent pas pour user leur vieux linge.”

Je vais vous expliquer pourquoi les filles de manufacture ne se mêlent pas dans des mouvements.

On commence à travailler à 7 heures le matin, on a 20 minutes pour dîner, 2 breaks de 10 minutes dans la journée et on finit à 3 heures. Et on travaille très dur physiquement. J'ai déjà vu une fille s'évanouir, c'était l'été et il faisait plus de 110 degrés dans l'usine. On l'a amenée à la cafétéria, on l'a ramifiée et elle est repartie travailler. Ce n'est pas un film, c'est la réalité.

L'été, la chaleur est insupportable là-dedans. Ça fait qu'à 3 heures quand tu finis, tu te traînes jusqu'à chez-vous. Et là la majorité des femmes ont les petits, le ménage, les repas et le mari à s'occuper. Alors il ne faut pas demander aux filles de manufactures d'aller dans des réunions ou toute autre chose du genre.

Les femmes travaillent parce qu'elles ont besoin d'argent, surtout celles qui sont dans les usines. Les filles ne travaillent pas pour user leur vieux linge. Parce qu'on en a en masse du vieux linge. C'est du neuf qu'on n'a pas.

Même si je dois préciser qu'il y a des femmes qui travaillent comme deuxième salaire non par véritable besoin mais parce qu'elles s'ennuient à la maison et que ces femmes ne s'occupent de rien, ne participent à rien.

En tout cas chez-nous, la majorité des femmes n'est pas comme ça: 90% travaillent pour arriver à vivre. Et j'ai l'impression que c'est la même chose ailleurs.

Chez-nous, maintenant, les filles et les gars connaissent leur convention collective, défendent leurs griefs, s'expriment en assemblée et sont très unis lorsqu'il y a des injustices.

Si tous les travailleurs décidaient un jour de ne plus travailler, je vous garantie que les compagnies et bien d'autre monde verraient qu'ils ont absolument besoin de nous.

Moi ce que je veux dans le syndicalisme, c'est de défendre et d'informer les filles qui se tuent dans les manufactures, c'est que les travailleurs soient mieux traités. Je n'accepterai jamais que les femmes croient encore qu'elles doivent être encore moins bien payées que les hommes. Pour moi un mouvement ou le rôle d'un mouvement quelqu'il soit c'est d'éduquer, d'informer, de défendre les travailleurs. Voilà et j'espère que le monde va comprendre que c'est bien dans les usines que les travailleurs ont besoin d'aide. Alors les filles soyez fortes, réveillez-vous et continuez à vous battre tous ensemble. Un jour vous vaincrez.

Une chose que je voudrais dire aussi, vous savez, je ne suis pas une fanatique du syndicat, j'ai moi aussi des loisirs et d'autres responsabilités comme tout le monde.

J'aime bien les fins de semaine me reposer la tête et faire ce qui me plaît. Je suis une maniaque du sport. J'adore nos Canadiens et nos Expos même s'ils ne gagnent pas.

Espérant ne pas avoir trop ennuyé, une fille de manufacture parmi tant d'autres qui vous dit SALUT.



***"Alors les filles,
soyez fortes!"***



Lors de la dernière réunion du Conseil exécutif de la C.S.N. nos dirigeantes syndicales se sont penchées sur le problème de la discrimination faite aux hommes dans le monde du travail. Y participaient dans l'ordre habituel, Rose Lafleur première vice-présidente, Marie Sauvé trésorière, Marcelle Lagrande présidente, Diane Reine deuxième vice-présidente, Aimée Ste-Catherine secrétaire et Antoinette Légérée troisième vice-présidente.

Si la CSN était un mouvement de femmes

Conscientes de leurs responsabilités face aux défavorisés du travail que sont les hommes, les dirigeantes de la C.S.N. viennent de mettre sur pied un Comité sur la Condition Masculine qui espère en travaillant fort arriver à présenter des "recommandations" concrètes qui seront par la suite "étudiées" et "prises en considération" par l'exécutive. Bien sûr on n'ignore pas que la C.S.N. a en ce moment des priorités importantes telles les maladies industrielles. Toutefois on peut espérer que la discrimination dans l'emploi fera l'objet d'une attention particulière au moins pour cette année, après tout c'est l'Année de l'Homme.

Des quelques réunions qui ont déjà eu lieu, voici les principales revendications qui ont transpiré des débats:

1. Un homme qui se marie risque de perdre son emploi:

Dès qu'un homme se marie on cherche à s'en débarrasser sous prétexte qu'il peut se retrouver enceinte. Il est encore moins question qu'il n'obtienne de promotions.

2. Pas de congés de paternité payés:

L'homme a une fonction sociale de reproduction. Les femmes refusent d'admettre leur responsabilité et les dirigeantes d'entreprises n'accordent aucun congé de paternité payé.

L'école destine l'homme à des fonctions inférieures:

L'école prépare différemment les garçons et les filles à des professions masculines et féminines. Ainsi les hommes seront toujours confinés à un type d'emplois moins rémunérateur et moins valorisant.

4. Les lois sont discriminatoires:

Loi des syndicats professionnels
S.R.Q. 1964
Chapitre 146, article 7

"Les mineurs âgés de 16 ans et l'homme marié, sauf opposition de sa femme, peuvent faire partie d'un syndicat professionnel."

N'est-ce pas là un exemple de discrimination flagrant qui montre le statut inférieur de l'homme marié.

Les syndicats étant majoritairement composés de femmes surtout dans les instances supérieures et dans les exécutifs locaux, il n'est pas étonnant que les affaires des hommes soient si négligées. Ah! Si seulement la C.S.N. était un mouvement d'hommes, les choses seraient bien différentes...



Cette photo a été prise lors de la dernière réunion du Conseil exécutif de la C.S.N. Y participaient dans l'ordre habituel les trois vice-présidents, Norbert Rodrigue, Claude Girard et Victor Dalh, le trésorier Guy Thibodeau, le président Marcel Pepin et le secrétaire Jean Thibault.

Or la CSN est un mouvement d'hommes

Il y a de plus en plus de femmes sur le marché du travail et évidemment aussi dans les syndicats de la C.S.N. En fait, environ un tiers de tous les effectifs de la C.S.N. sont des femmes. C'est donc une masse importante.

Il est évident qu'elles sont sous-représentées dans les structures de la C.S.N., surtout dans les postes importants de décision.

Si l'on part au bas de la pyramide avec les employés de bureau on se rend compte que la presque totalité des postes sont occupés par des femmes. Par contre plus on se rapproche du sommet plus les hommes sont nombreux.

Chez les permanents qui pourtant sont recrutés parmi les militants syndicaux pour la plupart, on ne retrouve que quelques femmes. Pourquoi?

En décembre 1974: Voici quels étaient les effectifs.

	Homme	Femme
Exécutif CSN	6	0
1 adj.	1 adj.	2 adj.
Bureau confédéral	16	3
Conseil confédéral	25	2
Comités exécutifs des fédérations (présidents, secrétaires et trésoriers)	25	2
Comités exécutifs des conseils centraux (présidents, secrétaires, trésoriers)	44	20
Comités exécutifs des syndicats (1)		
Présidents	1022	234
Secrétaires	693	563
Trésoriers	689	273
Permanents CSN	215	12
Employés de bureau	3	175
Entretien et impression	12	0
Congrès C.S.N. Juin 74	507	152

(1) Ces chiffres sont approximatifs

Thérèse Montpas, directrice de grève a peut-être une partie de la réponse. "Comme présidente du Conseil Central de Québec, j'ai senti de la discrimination parce que j'étais une femme. On me regardait comme une "bébête" parce que je faisais du syndicalisme. Les hommes se défendent bien d'être plus durs avec les femmes mais leur attitude est ancrée. Les préjugés sont plus forts qu'eux. Ils sont conscients dans les discussions mais l'oublie dans la vie syndicale de tous les jours."

Dans mes débuts comme permanente, quand j'allais quelque part avec un autre permanent tout le monde s'adressait naturellement à mon confrère et croyait que j'étais la secrétaire. Quand ils apprenaient que j'étais moi aussi conseillère syndicale ils n'en revenaient pas.", nous raconte Monique Simard.



Lucie Dagenais, adjointe à l'exécutif:

Sur les questions de discrimination on intervient en retard comme mouvement. Il faut faire un effort global pour faire analyser les conventions collectives parce qu'il y a du rattrapage à faire. Certains syndicats sont même complices avec les patrons sur le dos des femmes.



Jean Des Trois Maisons, président des Fonctionnaires municipaux de Montréal:

Les congés de maternité c'est une question de privilège. Quant à moi, c'est une clause particulière identique aux autres comme des conditions d'hygiène pour certains hommes dans la fonction publique. Il n'y a pas de discrimination là-dedans.



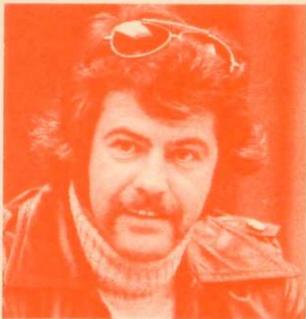
Denise Bourassa, Perkins, Laval:

Les hommes nous disaient en pleine face: "On travaille moins fort que vous autres et on est payés plus chers". Il a fallu se battre d'abord contre les hommes de notre syndicat avant de se battre contre le boss.



Angèle Senneville, Conseil Central de Granby:

Dans mon secteur, la métallurgie, les femmes sont en minorité. J'ai vu des hommes accepter une convention collective de trois ans sans augmentation pour les femmes. Les hommes admettent qu'ils ne pourraient pas faire le travail de minutie sur les circuits électroniques alors pourquoi les femmes gagnent-elles moins cher?



Pierre Théoret, conseiller syndical à la F.A.S.:

Les femmes ont les mêmes droits que les autres mais elles ne les exercent pas. Qu'elles s'occupent donc de leurs priorités et qu'elles mettent leurs maris au pas. Les femmes doivent avoir un congé de maternité mais qu'elles se battent pour l'obtenir. Sur les questions des femmes, à la C.S.N. on n'est pas mieux que les autres. On n'est pas plus progressiste qu'ailleurs.



Lise Charbonneau, Fonction publique de Montréal:

A la ville, la convention collective est discriminatoire sur plusieurs points. Les assurances-groupe et les plans de retraite favorisent les hommes et pourtant les femmes payent autant. Il y a aussi une sexualisation des emplois qui empêche les femmes d'avoir des promotions.



Monique Simard, Conseillère syndicale F.A.S.:

Les femmes sont tellement conditionnées à leur rôle social de mères et de femmes mariées qu'elles se sentent coupables ou anormales si elles n'ont pas envie d'avoir d'enfant. La société ne leur donne pas le droit moral de travailler.



Rollande Pinard, recherches spécialisées:

Quand je travaillais avec les grévistes des "Biscuits David", il y avait des bonnes femmes qui voulaient que les hommes aient plus d'importance qu'elles et soient mieux payés. Elles sont tellement habituées d'être considérées inférieures qu'elles trouvent ça normal!

C'est pareil comme ailleurs

“Les femmes ne s’occupent pas de leurs affaires”, disent certains permanents syndicaux. Mais il faut se demander si “les affaires des femmes” ne sont pas aussi les affaires de tout le monde. En ce qui concerne les congés de maternité auxquels on est loin de donner la priorité même dans des syndicats en majorité féminin, les hommes n’ont-ils pas eux aussi leur part de responsabilité? Les hommes ne sont-ils pas directement touchés par les augmentations de salaire de leurs femmes? Ne serait-il pas plus heureux qu’il y ait des garderies adéquates pour leurs enfants?

Bref, ce qui trop souvent est considéré comme un problème de femme en est un aussi d’homme, directement ou indirectement.

Un rôle progressiste à la défense des exploités

Affaires de femmes ou affaires d’hommes si la C.S.N. n’est pas exclusivement un mouvement d’hommes elle devrait sûrement s’intéresser à défendre avec autant d’ardeur les droits des femmes que ceux des hommes. Or, il n’en est rien. Dans la majorité des syndicats, il y a encore de la discrimination, de la sexualisation des emplois, de l’inégalité sous une forme ou sous une autre. On vient à peine de fonder un comité pour l’étude de la condition féminine... et il a fallu attendre l’année de la Femme pour que les esprits se réveillent. A l’intérieur d’un mouvement soit-disant progressiste c’est bien peu, trop peu.

Les multiples facettes de la discrimination

La sexualisation des emplois:

Qui commence à l’école, destine l’individu à une fonction particulière selon le sexe. Comme par hasard les emplois de femmes sont moins rémunérateurs et moins valorisants.

L’écart grandissant dans les salaires:

En 1969, le revenu moyen au Canada était de \$6,162. pour les hommes et de \$2,524. pour les femmes au travail. Les hommes gagnaient donc presque trois fois plus que les femmes. Cet écart dans les salaires ne fait que s’accroître pour la bonne raison que les augmentations de salaires se font en pourcentage la plupart du temps.

Le blocage dans les promotions:

Alors qu’un petit commis de bureau peut devenir chef de section puis occuper des postes de gérance dans une entreprise, les secrétaires, elles, ne peuvent aspirer à aucun avancement. Dans le cas où une femme occuperait un poste inférieur similaire à celui d’un homme celui-ci serait toujours favorisé pour le poste supérieur.

Le harcèlement psychologique:

“Moi, je suis capable de faire vivre ma femme. En tout cas je n’accepterais jamais qu’elle fasse un travail comme ça...” C’est le genre de réflexions qu’entendent les filles qui travaillent dur dans les usines de la part de leurs surveillants, qui eux les regardent travailler les bras croisés, à des salaires bien plus élevés.

Les mesures de favoritisme:

“Si un homme rentre “poqué” le matin à cause d’une brosse qu’il a prise la veille, il pourra aller dormir tout l’avant-midi sur les poches dans l’entrepôt. Mais si une femme ne se sent pas bien à cause de ses menstruations par exemple elle aura de la misère à se faire remplacer pour aller aux toilettes.” *“Chez nous, les hommes fument sur la job, mais les femmes n’ont pas le droit.”*

Des milliers de petits détails de la vie quotidienne au travail favorisent les hommes.

La répression sexuelle:

Si une femme perd sa féminité pour devenir l’égal des hommes dans son milieu de travail, on la taxera de lesbienne ou de femme frigide. Si une autre est un peu trop jolie, elle passera pour une putain et subira les avances de tous ses supérieurs. Les cas de renvois sont alors innombrables. On trouve toujours une excellente raison pour éliminer celles qui “ne marchent pas”



C’est ça qui est pas correct

Les renvois pour mariage ou grossesse:

De par sa fonction biologique de mère, dès qu'une femme se marie elle perd sa valeur d'employée stable, et on cherche à s'en défaire. En cas de grossesses, on oblige la femme à partir à une certaine date, on exige d'elle un certificat médical et toutes sortes de tracasseries de ce genre et ça, bien sûr, quand on ne la congédie pas immédiatement.

Les congés de maternité non-payés:

Actuellement les femmes n'ont même pas une journée de congé payée pour leur accouchement. Elles doivent se mettre sur l'assurance-chômage. Dans les syndicats C.S.N. cela équivaut à un congé sans solde et la femme doit réintégrer son poste entre le 45ième et le 90ième jour suivant l'accouchement. Dépassé les délais, il y a perte d'ancienneté et d'emploi.

La loi lui refuse l'avortement:

Avec les conditions minables de congés de maternité sans parler des garderies inexistantes, de l'absence d'aide ménagère, etc. Les femmes travailleuses n'ont pas les moyens d'élever des grosses familles. Or, la loi refuse le droit à la femme de disposer de son propre corps. Les syndicats se gardent bien de se prononcer officiellement sur la question. Pourtant ils savent que les lois anti-avortement oppriment les gagne-petits alors que les riches ont les moyens de se payer tous les avortements qu'ils veulent.

Les services de garderies inadéquats:

Nombre de femmes sont aux prises avec un problème aigu de garderie. Pas étonnant puisque la majorité des garderies populaires mises sur pied dans les quartiers ont dû fermer leurs portes faute de subventions. Pour ce qui est des garderies en milieu de travail, on en réclame sans résultat. Mais au fond le gouvernement et les syndicats ne pensent-ils pas tout bas: "Que les femmes élèvent donc leurs enfants chez elles. Les hommes aiment voir les ménagères à leur place.



Le temps partiel ou emplois temporaires:

A cause du manque d'aide ménagère et de la pénurie de garderie, il est parfois impossible aux femmes de travailler à temps plein. Les entreprises profitent de cet état de chose pour exploiter les travailleuses dans des systèmes de temps partiel ou d'emplois temporaires. Ces employées sont exclues des syndicats de par leur statut et ne bénéficient par conséquent d'aucune protection ni avantages quels qu'ils soient. Les syndicats devraient faire un effort global pour intégrer cette masse de travailleuses dans leurs rangs et abolir les impératifs des conventions qui permettent ces abus.

Le droit au travail contesté:

Selon qu'elle soit mariée ou célibataire, jeune ou âgée, la femme a ou n'a pas le droit moral de travailler. En effet, si elle peut se faire vivre autrement qu'en gagnant elle-même sa vie, elle n'a pas le droit de prendre la place d'un homme. Ceci lui donne un complexe d'infériorité face aux autres et lui laisse l'impression qu'elle bénéficie d'une faveur en travaillant. Cette mentalité lui

enlève toute conviction quand il s'agit pour elle de défendre ses droits au sein de son syndicat.

Crédibilité inférieure:

"Quand c'est une femme qui prend le micro dans une assemblée ou un congrès de la C.S.N., elle a moins de crédibilité qu'un homme. C'est une simple question de préjugés. Les femmes sont reconnues pour s'occuper de choses niaiseuses et sans importance, bref, des affaires de femmes. La tonalité de leur voix, leur stature physique sont autant de facteurs qui jouent en leur défaveur."

Thérèse Montpas

Plans d'Assurance et de pension de retraite discriminatoires:

La vie d'un homme vaut-elle plus que celle d'une femme? Il semble bien que oui. Pour la même prime d'assurance versée, les employées de la Fonction publique municipale sont assurées pour \$1,000. alors que les hommes le sont pour \$2,000. Les plans de retraite ne prévoient non plus les mêmes avantages pour les femmes. On commence à peine à étudier la possibilité de faire des transformations qui au dire même du président du syndicat, M. Des Trois Maisons prendront des années à se réaliser.

Clauses spéciales pour les hommes:

Dans plusieurs conventions collectives on retrouve des clauses spéciales de protection pour les hommes. Par exemple un minimum salarial pouvant être versé à un homme alors qu'aucun minimum n'est fixé pour les femmes.

Moyens physiques réduits:

"Comment voulez-vous qu'une femme qui a travaillé dur toute la journée qui rentre chez elle le soir exténuée, et qui doit encore s'occuper de son mari et de ses enfants puisse envisager de participer à une lutte syndicale dans la soirée?" Denise Bourassa. Souvent à cause de leur double exploitation au travail et à la maison, les femmes ont des moyens physiques réduits qui les forcent à capituler devant l'exploiteur.

On est pas pire que les autres. C'est vrai. Mais on est pas mieux non plus et c'est ça qui est pas normal. A la C.S.N., c'est à nous de créer des précédents dans les conditions de travail et dans les conventions collectives qui vont ouvrir une porte aux femmes dans leur lutte contre la discrimination sous toutes ses formes.

Combattre l'ignorance et l'isolement

Un fléau qui joue contre les femmes est justement l'état d'isolement. Cet isolement entraîne des difficultés de communication qui perpétuent leur ignorance des droits qu'elles sont en mesure de réclamer. Les informer c'est déjà les aider. C'est aussi les aider à s'aider elles-mêmes.

Les hommes doivent lutter avec les femmes

Qui profite de l'état d'exploitées des femmes? Finalement c'est encore le patron qui paye moins cher ses employées.

Qui crée l'état d'insécurité et le chômage? C'est le gouvernement qui donne l'impression aux hommes que les femmes leur enlèvent les emplois. Mais ce sont les politiques économiques du gouvernement dictées par les multinationales et la haute-finance.

Qu'est-ce qu'on peut faire ?

La C.S.N. a fondé un comité spécial

La C.S.N. a fondé un comité d'étude sur la condition féminine, il est vrai. Les femmes qui en font partie étudient les problèmes les plus pressants et doivent faire des recommandations. Tout ça c'est bien beau. Mais il faut aussi la collaboration de tous les hommes de la C.S.N. Dans chaque fédération, il y a des particularités, des raffinements dans la discrimination. Les besoins varient. C'est donc le devoir de tous les

permanents syndicaux de "faire le grand ménage" dans toute la base.

Aider les femmes et aider "sa" femme

Tous les travailleurs doivent être conscients qu'ils ont une lutte commune à mener avec les femmes. Ils ne doivent plus accepter dans leur milieu de travail l'humiliation et l'exploitation des femmes. A la maison, ils doivent renseigner leur propre femme. C'est eux qui en seront les premiers bénéficiaires. Comme les femmes appuient leurs maris en ce moment dans le secteur de l'amiante, les hommes doivent donner un VRAI coup de main à leurs femmes tant moralement, que concrètement dans les travaux ménagers. N'oublions pas que l'impuissance des femmes vient en grande partie de leur double emploi, au travail et à la maison.



DANS
LA RÉGION
DE
ST-JÉRÔME

NOUS AUTRES, C'EST ÇA QU'ON FAIT!

Dans l'histoire récente des mouvements de front commun au Québec, St-Jérôme c'est l'ancêtre.

Le mouvement d'unité avait commencé dès le début des années 60 avec les dures grèves à la Dominion Rubber et à la Regent Knitting puis avec la situation catastrophique du chômage dans la région.

Regroupé autour de quelques personnes, le front commun s'engagea bien-

tôt dans l'action municipale et fit élire son candidat.

Puis vinrent les événements d'octobre 70 qui ébranlèrent le mouvement, lequel attrappa son coup de

mort avec l'échec de la caisse d'économie. D'ailleurs la faillite de ce projet illustre assez bien la faillite du front commun lui-même: ces mouvements étaient avant tout des mouvements de permanents syndicaux, auxquels adhéraient quelques militants très convaincus. On voulait régler les problèmes du monde sans se soucier de leur degré de conscience.



NOUS

Le front commun de Ste-Thérèse

Peu après le front commun du secteur public de 1972, des travailleurs des 3 centrales et des non-syndiqués de Ste-Thérèse se sont regroupés et ont formé le comité régional intersyndical de Ste-Thérèse (le CRIST).

Les erreurs de ce regroupement étaient les mêmes que celles commises par le front commun de St-Jérôme, à savoir des engagements individuels et non de groupes syndicaux ou autres. C'est pourquoi le comité régional tomba lorsque 2 ou 3 personnes-clés le quittèrent.

Ce premier échec cependant, n'a pas coupé court à toutes les tentatives de regroupement. Beaucoup de travailleurs

avaient compris avec le CRIST la nécessité d'être ensemble, d'être informé sur les autres, sur leurs conflits.

La grève des municipaux

C'est à la grève des 58 employés municipaux de Ste-Thérèse que l'on doit la mise sur pieds du présent front commun: cette grève a servi de catalyseur au regroupement des forces et a amené la première manifestation d'unité où se sont retrouvés à 24 heures d'avis plus de 600 travailleurs.

Suite à ce succès, les travailleurs de la région ont décidé de se rencontrer à nouveau afin de discuter de la création d'un front commun permanent.

Le front commun permanent

Lors de ces premières rencontres, les travailleurs ont nommé un représentant par centrale afin de constituer le comité de coordination. Et avant d'aller plus avant dans l'élaboration des structures, ils ont choisi de vérifier l'état de la situation en organisant les fêtes du premier mai à Ste-Thérèse.

Ainsi chaque centrale a voté un budget par l'entremise des organisations régionales pour la préparation de la fête qui était officiellement sous l'égide du front commun intersyndical de Ste-Thérèse. Tous les profits de la danse qui a suivi la manifestation ont d'ailleurs été remis aux grévistes de Sonoco.

La suite du front commun

Selon le représentant de la CSN au sein du comité de coordination, il faut maintenant préciser les structures et les principes du front commun. Il faudra également mettre sur pied un journal, trouver un local commun, signer un accord de non-maraudage et s'entendre sur le principe du mandat syndical et du contrôle syndical du front commun.

Et afin que les structures ne se fassent pas dans le vide, il va falloir les lier de façon active aux luttes dans la région.



Les usines gérées par les travailleurs, au Québec, ce n'est pas très courant et ça se comprend puisque dans le cadre du système capitaliste il n'est pas facile pour un groupe de travailleurs de prendre le contrôle d'une usine. C'est d'autant moins facile que les occasions qui se présentent le sont d'ordinaire suite à la fermeture d'usines jugées non-rentables par les patrons.

Ainsi l'expérience vécue par les travailleurs de l'ancienne Regent Knitting de St-Jérôme, devenue depuis le 14 février dernier la Société Populaire Tricofil.

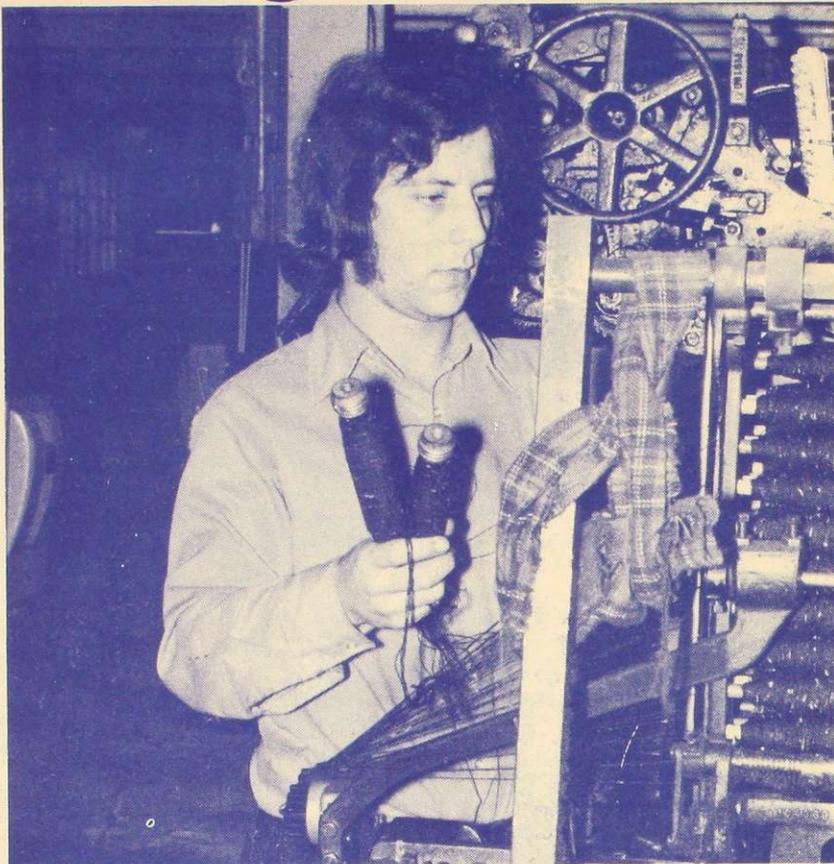
Le début de l'histoire de Tricofil

En 1972, au milieu des négociations, la famille Grovers, propriétaire de l'usine à St-Jérôme et d'une autre usine à Montréal, émet un avis de licenciement contre 300 des 450 travailleurs de la Regent Knitting.

Les travailleurs en discutent et en viennent alors à la conclusion que leur vieille usine fermera à plus ou moins court terme. Ils en sont d'autant plus convaincus que le secteur du textile connaît les difficultés à la grandeur du pays. Mais comme les travailleurs sont trop vieux pour se reclasser, apprendre un autre métier, ils décident de se battre, de sauver l'usine eux-mêmes, de la rendre rentable.

Entre la fermeture et l'autogestion

Dans un premier temps, un groupe de travailleurs va voir ceux de la Sogefor à Mont-Laurier qui se battent aussi pour éviter la fermeture de leur usine. Mais les choses en restent là. En décembre 1972, il y a cependant occupation de l'usine pendant 3 semaines parce que Grovers ne respecte pas l'entente temporaire de maintien d'emploi. Cette occupation se règle suite aux pressions du Conseil du



La société populaire Tricofil

Travail du Canada qui n'appréciait pas qu'un groupe de travailleurs occupe une usine.

Ensuite il y a 2 rapports le premier prouvant la rentabilité de l'usine et le second vantant la qualité de la main-d'oeuvre. Puis au printemps 1974, c'est la bataille de l'indexation: les travailleurs de la Regent font pression sans se mettre en grève mais pour les patrons, c'est trop. Le 7 juin, ils annoncent la fermeture de l'usine pour le 10 juin, sans d'autre préavis de mise-à-pied.

L'étude de l'usine

Cette action patronale précipite les changements. Durant 6 mois, les travailleurs étudient l'entreprise et les ressources humaines qu'il faut

pour la faire marcher. En novembre, ils font une corvée pour liquider la production laissée en plan par la fermeture et se rendent alors compte qu'ils peuvent s'occuper seuls de l'usine. La décision définitive est prise.

La location de l'usine

Après de longues discussions avec la famille Grovers, il est convenu que les travailleurs loueraient l'usine pour \$17,000 par mois et qu'il faudrait payer 3 mois d'avance. Ce \$51,000 est fourni à la date limite, soit le 14 février 1975, par le ministère de l'industrie et du commerce du Québec. C'est alors qu'est née officiellement la Société Populaire Tricofil, contrôlée entièrement par l'assemblée générale des travailleurs.

La plupart des télévisions dites "communautaires" au Québec n'existent que parce que les compagnies de câble sont forcées par la loi de donner des temps d'antenne aux communautés qu'elles desservent. Cela donne très souvent de la télévision communautaire mal organisée, forcée, obligatoire.

A St-Jérôme, les fondateurs du projet tentent de faire de la véritable télévision communautaire en se passant du câble, au moyen d'une antenne de diffusion à faible puissance qui est installée sur le clocher de la cathédrale.

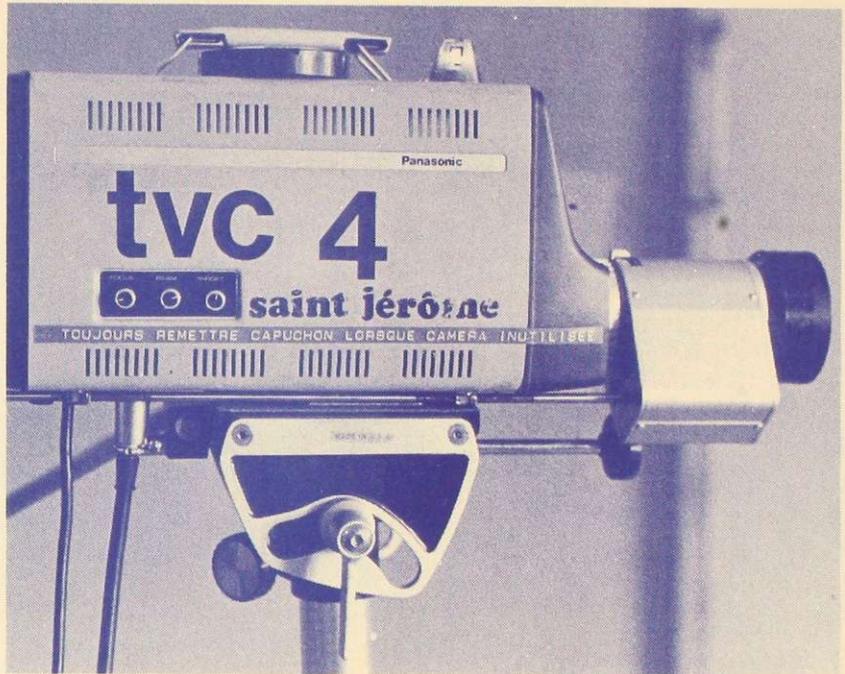
C'est le Vidéographe, de Montréal, qui a mis sur pied TVC. Leur but: mettre sur pied un poste de télévision utilisant du matériel peu dispendieux, léger, mobile, simple pouvant être utilisé par n'importe qui. Le matériel complet utilisé par TVC 4 coûte à peine plus de \$60,000 alors que l'équivalent dans un poste de télévision ordinaire reviendrait à plus de \$1 million. C'est d'ailleurs la première fois au Canada qu'un tel équipement vidéo est utilisé pour diffusion sur ondes.

TVC 4 est une compagnie sans but lucratif dirigée par un conseil d'administration élu en assemblée par tous les membres.

Au niveau de la production et de l'administration, le but de TVC 4 est d'amener le monde à s'occuper de tout eux-mêmes. L'équipe de 7 personnes qui est présentement sur place espère être remplacée par du monde de St-Jérôme. A date, il y a une quinzaine d'équipes de production qui travaillent ainsi que 6 équipes de mise en ondes. Pour que le poste devienne autonome, il faudra qu'environ 150 personnes de St-Jérôme s'embarquent.

TVC 4 ne possède pas de permis de diffusion du CRTC d'Ottawa mais de la Régie des services public du Québec et ceci parce que le CRTC ne donne jamais de permis aux organismes financés par des fonds publics, dans ce cas-ci le gouvernement du Québec qui finance à la fois le Vidéographe et TVC 4.

Pour que la télévision communautaire de St-Jérôme puisse obtenir ce permis, il faudrait qu'il se finance à plus de 50% et ce au moyen des organismes du milieu, à savoir la commission scolaire, les caisses populaires, les syndicats, etc. Pour renseignement, disons que le coût d'opération pour un an est d'environ \$150,000.



NOUS

Mirabel, le nouvel aéroport international de Montréal, va commencer à opérer en octobre prochain. Les administrateurs prévoient qu'en 1976 quatre millions de personnes vont passer là.

Mirabel, ça commence à se savoir, c'est le résultat de la plus grande expropriation jamais faite au Canada. Le gouvernement fédéral, pour placer son aéroport entre Ste-Scholastique et Ste-Monique, à une vingtaine de milles au nord-ouest de Montréal, a exproprié 92,000 arpents de la meilleure terre agricole du Québec, touchant ainsi 3000 personnes et 14 villages.

Le CIAC

Des expropriés lésés ont formé le comité d'information et d'animation communautaire (le CIAC). Ce comité a d'abord été fondé pour forcer le gouvernement à donner des indemnités plus raisonnables aux expropriés et à informer les expropriés sur leurs droits.

Conserver le patrimoine agricole

Dans la région du nouvel aéroport, le gouvernement a exproprié beaucoup trop de territoire, 5 fois plus qu'à Pickering, l'équivalent torontois de Mirabel. Or il y a quelques mois, Marchand a avoué ce fait et dit qu'il se pourrait que le fédéral revende les terres. Les expropriés se sont alors mis à rêver.

Aujourd'hui, même si cette histoire de rachat de terre ne fonctionne plus parce qu'il y a longtemps que Marchand s'est démenti, le noyau fort des expropriés sait ce qu'il veut: conserver le territoire à l'agriculture et garder les cultivateurs sur le territoire.

Un parc agricole

Les expropriés se disent que le gouvernement du Québec pourrait fort bien racheter les

terres expropriées en trop, les nationaliser et ensuite les louer ou les laisser aux cultivateurs pour qu'ils les exploitent, y investissent. Et cela est d'autant plus important que cette région compte les plus belles terres de culture du Québec et que c'est maintenant un fait connu que nous nous dirigeons vers une crise alimentaire à l'échelle du monde.

C'est pourquoi les expropriés de la région du nouvel aéroport veulent sensibiliser les Québécois sur la protection de ces

terres qui à plus ou moins long terme, risquent d'être envahies par des développements industriels ou domiciliaires si personne ne réagit.

Les expropriés veulent faire comprendre aux Québécois qu'oublier de protéger nos terres, c'est accepter de devenir dépendants des Américains et des Ontariens pour notre nourriture lorsque la crise alimentaire sera plus sérieuse. Lesquels ne demanderont pas mieux alors, que d'échanger leur nourriture contre nos richesses naturelles.



Les expropriés de la région de Ste-Scholastique





La Basse Côte-Nord

Un coin de pays perdu

Qui d'entre nous connaîtrait la Basse Côte-Nord si Gilles Vigneault ne nous en avait chanté les lieux, les habitants et la vie?

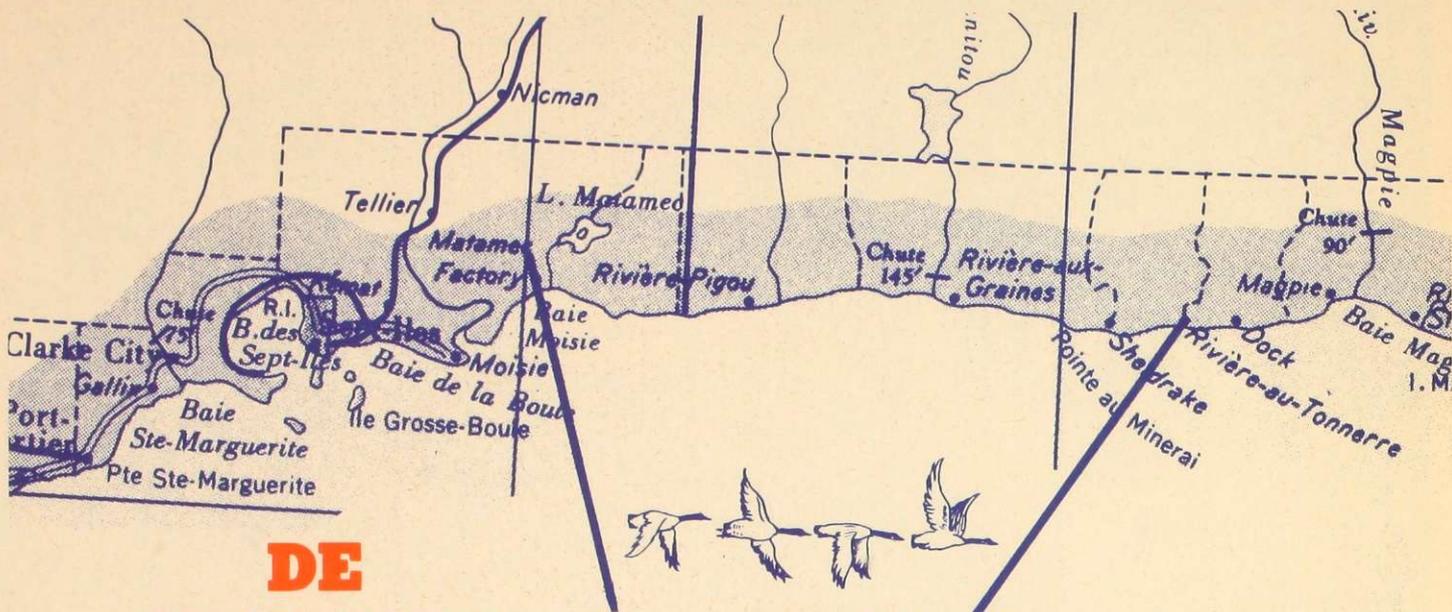
De Sept-Iles à Blanc-Sablon, 400 milles de côte battue par les vents de la mer, des rivières remplies de poisson, d'îles aux noms pleins de mystère, de forêts où les chevreuils courent

par milliers, de villages d'un autre temps.

De Sept-Iles à Blanc-Sablon, plus de 10,000 habitants, Québécois, Anglais et Montagnais,

mineurs, pêcheurs et braconniers.

De Sept-Iles à Blanc-Sablon, un coin de pays où les routes sont rares, où le bateau est attendu. Un coin de pays inconnu, perdu, vendu à bas prix aux étrangers. Mais un coin de pays où le monde sont beaux et aiment à s'amuser. Un coin de pays où il fait bon vivre.



DE MATAMEC A MINGAN

De Matamec, station biologique, à Mingan, un des meilleurs ports de mer de la côte, se déroule une kyrielle de petits villages aux noms envoutants.

Pigou, près du Cap du Cormoran.

Manitou, dont la rivière, à son embouchure, forme une magnifique cascade de 113 pieds.

Sheldrake.

Rivière-au-Tonnerre et sa petite industrie de crabes.

Magpie où un premier colon s'est installé en 1849.

Rivière-Saint-Jean dans laquelle on trouve 75 bonnes fosses à saumon sur une distance de 28 milles.

Longue-Pointe-de-Mingan; port de pêche au flétan et au maquereau. Aujourd'hui, la plupart de ces villages sont reliés par une route. Cette route, c'est le cadeau que le gouvernement du Québec a fait à IIT qui possède toute la forêt de la Côte Nord. D'ici peu, cette route reliera Sept-Iles à Havre-Saint-Pierre.



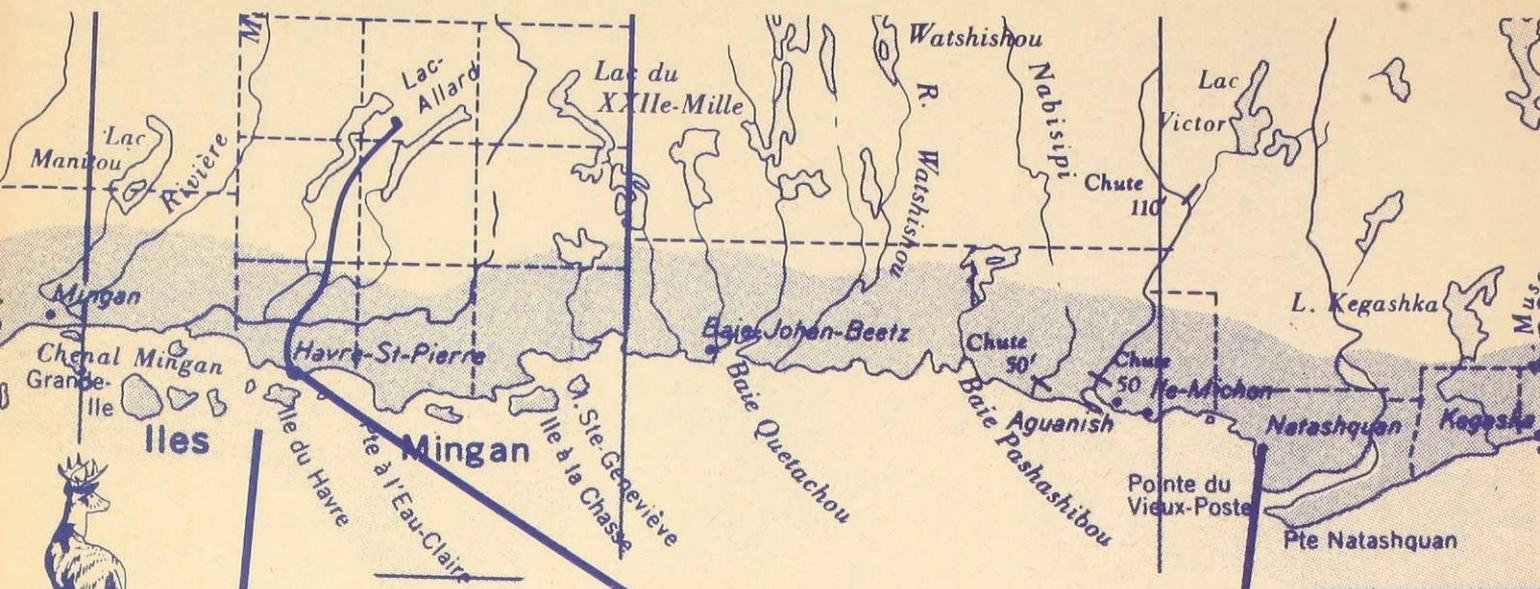
L'ILE D'ANTICOSTI

"Quand Jean du Sud s'était mis dans la tête d'aller chasser sur l'île Anticosti le swell dans le large annonçait une tempête Mais Jean du Sud était déjà parti"

-Jean du Sud
de Gilles Vigneault

L'île d'Anticosti est située au large de Mingan. Pendant longtemps, l'île fut la propriété privée de la Consolidated Bathurst qui en exploitait la forêt et les habitants. C'est un endroit privilégié de pêche à la truite et au saumon, de chasse aux oies, aux canards et aux chevreuils. L'île est un des plus grands réservoirs de chevreuils au Québec. Pour les habitants de la Côte, c'est le lieu de braconnage par excellence mais chutt... il ne faut pas le dire.





HAVRE -SAINT-PIERRE

LES ILES DE MINGAN

C'est un groupe d'îles situées au nord de l'île d'Anticosti. Il y a les îles aux Perroquets, îlots de la Maison et du Naufrage, île Nue, île du Havre de Mingan, îles aux Bouleaux, îles Moutange et Moniac, Grande île, île Niapisca, île du Fantôme, île Quin, île du Havre, île Verte, île aux Goélands, île de l'Entrée et île du Marteau, île de la Fausse Passe, île Saint-Charles, île aux Calculeaux, île à Bois, île à la Chasse, île à l'Ancre et île Sainte-Geneviève.

De tout temps, ces îles furent un carrefour de la civilisation indienne. Elles furent le lieu de sanglantes luttes entre les Esquimaux et les Iroquois d'abord, puis les Montagnais. Il est possible qu'elles aient été visitées autour de l'an mille par les Vikings. Au 16^{ème} siècle, elles furent un lieu de pêche des Basques espagnols. Les Français s'y installèrent à partir de 1679.

Avec environ 3,500 habitants, Havre-Saint-Pierre est la capitale de la Basse Côte-Nord. On y trouve deux hôtels, une société des alcools, un hôpital et une école secondaire. Mais surtout on y trouve des mines de fer et de titane. C'est d'ailleurs la première chose que l'on remarque quand le bateau accoste au quai de Havre-Saint-Pierre: les convoyeurs qui transportent directement le titane noir de la mine jusqu'aux bateaux en partance pour les États...

Avant la découverte des mines, toutes les familles avaient des barques de pêche et vivaient de cela. On était pas riche mais on allait chercher le surplus de nourriture avec la chasse. Quand on a ouvert les mines, on a engagé beaucoup de monde pour les construire. Ça a été la richesse. Mais au bout de deux ou trois ans, les mines étaient ouvertes, on avait besoin de beaucoup moins de monde. Les barques de pêche avaient pourries et pour plusieurs ce fut le début de la dépendance avec l'assurance-chômage puis le bien-être.

Dans les hôtels à Havre-Saint-Pierre, la tradition veut que si tu payes une traite, tu la payes à tout le monde.

NATASHQUAN

En partant de Havre-Saint-Pierre et en passant par **Baie-Johan-Beetz**, **Baie-de-Passashibou** et **Aguanish**, on finit toujours par arriver à Natashquan.

Ainsi que la plupart des localités française de la Basse Côte-Nord, Natashquan a été fondée par des Acadiens venus des Îles-de-la-Madeleine autour des années 1850. On venait d'abord pour pêcher au large des côtes, puis on s'est bâti un pied-à-terre sur la côte et peu à peu, on a fini par s'y installer pour de bon.

Et comme partout ailleurs sur la Côte, les jeunes s'en vont... Que ce soit pour étudier ou pour travailler, il faut quitter la région. La pêche dans le golfe ne fait plus vivre son homme.



Conflits qui durent depuis au moins le 17 mars 1975 et dont nous avons parlé dans les numéros précédents:

Le Foyer des Hauteurs, à St-Jérôme: 13 travailleurs CSN lock-outés depuis le 2 décembre 1971.

Le Pavillon St-Dominique, à Québec: 30 travailleurs CSN en grève depuis le 19 mars 1972.

Welding Engineering, à Montréal: 50 travailleurs CSN lock-outés depuis le 3 juillet 1974.

Sonoco, à Terrebonne: 120 travailleurs CSN lock-outés depuis le 19 août 1974.

Aéro Club, à Montréal: 10 travailleurs CSN en grève depuis le 3 septembre 1974.

Peoples Stores, à La Pocatière: 26 travailleurs CSN en grève depuis le 16 décembre 1974.

Uniroyal, à Montréal: 85 travailleurs CSN en grève depuis le 25 décembre 1974. Boycottage en cours.

Woolworth, à Chicoutimi: 85 travailleurs CSN lock-outés depuis le 11 janvier dernier et en grève depuis le 23 mai 1975.

Autobus Matane, à Matane: 14 travailleurs CSN en grève depuis le 19 février 1975.

Front commun de l'amiante, à Thetford, Black Lake et East Broughton: 3000 travailleurs CSN et FTQ en grève depuis le 17 mars 1975.

NOUVELLES GRÈVES

CJEN, à St-Jérôme: 13 travailleurs CSN en lock-out illégal depuis le 14 mars 1975. Le boss a fermé ce poste de radio pour le remplacer par un plus moderne (moins dispendieux), à Lachute.

M. Muffler, à Sherbrooke: 4 travailleurs CSN en grève depuis le 10 mars 1975. Il s'agit d'un renouvellement de la convention collective. Les principaux points en litige sont l'ancienneté, les salaires et l'indexation.

Front commun de Québec Poultry: 1200 travailleurs des usines de Québec, Ste-Rosalie, St-Jean-Baptiste et Berthier, depuis le 17 mars pour ceux de Québec et le 3 avril pour les autres. Pour les grévistes de Québec, il s'agit d'un renouvellement de convention; pour les autres, il s'agit d'une réouverture afin d'appuyer les grévistes de Québec, d'obtenir des taux de salaires uniformes et l'expiration des conventions à la même date.

Farr, à Montréal: 125 travailleurs de la métallurgie CSN en lock-out depuis le 11 avril 1975. Il s'agit de la négociation d'une première convention. Le syndicat est poursuivi pour \$150,000 et 3 officiers sont suspendus. Pratiquement tout est à négocier.

Travailleurs spécialisés dans les transformateurs dans la région de Québec: Ils sont 50 membres de la CSN en grève depuis le 16 avril 1975. Les principaux points en litige sont les salaires avec la clause d'indexation, le fonds de pension, les assurances, les congés-maladie, la procédure de griefs et les droits de gérance.

Coopérative d'assurance-vie Les Artisans, à Montréal: 175 travailleurs CSN en grève depuis le 22 avril 1975. Le principal point en litige est les salaires qui sont en majorité au salaire minimum.

Assurance générale Les Prévoyants, à Montréal: 190 employés de bureau en grève depuis le 24 avril 1975. Les principaux points en litige sont les définitions de tâches et les salaires. 122 ont moins de \$100 par semaine.

Markrite, à Montréal: 40 travailleurs CSN en grève depuis le 1er mai 1975. Les principaux points du litige sont les salaires, les vacances, l'indexation, les primes de chefs de groupe, les heures de travail, les congés statutaires et la sécurité sociale.

Lambton, à Thetford-les-Mines: 30 employés en grève depuis le 5 mai 1975. Il s'agit d'une première convention et les principaux points en litige sont l'ancienneté, les vacances et l'indexation.

Stationnement "Le 200", à Québec: 6 travailleurs CSN en grève depuis le 13 mai 1975. Il s'agit d'une première convention et tout est à négocier. Le boss demande le départ de 2 travailleurs avant de commencer la négociation.

Imprimerie de Québec: 264 travailleurs CSN dans 11 sections en grève depuis le 13 mai 1975. Bloque sur les salaires, le fonds de pension, les assurances, les vacances et les congés sociaux.

Zeller's, de Chicoutimi, du comté de Lapointe et d'Alma: 120 travailleurs en lock-out depuis le 16 mai 1975. Il s'agit d'une première convention.

Gagnon Sport, à Montréal sur la Plaza: 15 travailleurs en grève depuis le 23 mai 1975. Il s'agit de la négociation d'une première convention.

Caisse populaire de Sorel: 12 travailleurs en grève depuis le 27 mai 1975. Les principaux points en litige sont les salaires et les vacances.

Epiciers Unis, de Québec: 86 travailleurs en lock-out depuis le 28 mai 1975. Bloque surtout sur les salaires et l'indexation.

Alma Mécanique, à Alma: 43 travailleurs CSN en grève depuis le 29 mai 1975. Il s'agit d'un nouveau syndicat.

Gulf, à Shawinigan: 325 travailleurs en grève depuis le 2 juin. La compagnie a fait une offre totale et finale en commençant. Le syndicat demande \$2 de l'heure pour tous alors que la compagnie offre .74¢ à condition que les travailleurs acceptent qu'un département ferme.

Nouveau vidéo à demander à Yves Legault par télex:

“Ensemble pour écraser l’araignée” 21 minutes 1975)

Ce document présente les opinions de travailleurs sur le pourquoi du syndicalisme, la négociation et l’application de la convention collective, le rôle du syndicat, la démocratie syndicale, la mobilisation autour d’une lutte, les enjeux d’une lutte et la nécessité de l’action politique des travailleurs.

Publication de la CSN:

- Organisons la résistance: pour organiser la mobilisation contre les amendements au code du travail.
- L’assemblée syndicale: brochure du service d’éducation pour la formation des membres.
- Le bulletin de liaison du front commun des secteurs public et parapublic.
- Le numéro spécial du Travail sur le congrès de juillet 1975.

Autres publications:

Les travailleurs contre l’état bourgeois. C’est une analyse du dernier Front Commun publiée aux Editions de L’Aurore.

“mon heure est arrivée!

**C'est moi qui l'ai choisie,
De 10 à 11 aujourd'hui,**

**Je travaille pour les grévistes,
Pas pour les capitalistes.**

**C'est une heure dans le mois
Que les patrons n'auront pas.**

**Ça me fait plaisir de la donner,
C'est l'heure de la solidarité.”**

Une heure de travail par membre par mois pour le fonds de secours des grévistes. C'est la proposition sur laquelle le congrès spécial de la CSN aura à se prononcer, du 11 au 13 juillet à Québec.

Cette proposition a rallié les délégués au conseil confédéral de la CSN par son caractère égalitaire. Car une heure de travail, ça représente le même effort pour tout le monde, même si ça se traduit par des contributions



différentes selon le niveau de salaire de chacun. L'heure de travail remplacerait la contribution actuelle au fonds de secours qui est de \$2.43 par mois pour chaque membre. C'est un effort supplémentaire qu'il faut faire pour permettre aux grévistes de continuer les luttes qui font avancer toute la classe ouvrière. Car seuls des travailleurs peuvent aider d'autres travailleurs.